

## VI - Les échanges extérieurs

---

La part de la demande française satisfaite par les produits étrangers a continué à augmenter cette année d'environ 1,5 point ; sa progression, voisine de celle observée depuis la reprise de la demande en 1984, a été depuis la mi-1986 en partie liée à un fort mouvement de stockage. Les importations de biens et services ont ainsi progressé à un rythme double de celui de la demande totale en 1986 comme en 1987 (environ 6 % contre 3 %) et la croissance des importations de produits manufacturés a été encore supérieure. Au premier semestre 1988, la stagnation attendue de la demande devrait conduire à un net ralentissement des importations et à une relative stabilisation du taux de pénétration du marché intérieur.

Les parts de marchés externes ont connu depuis plusieurs trimestres une évolution heurtée. Dans un contexte de pertes au rythme annuel de 3 points au cours des années récentes, les derniers mois ont été marqués par une nette amélioration qui faisait suite, il est vrai à une forte dégradation depuis la mi-1986 (de l'automne 1986 à l'automne 1987, les pertes de parts de marchés auraient été de 4,5 points, les exporta-

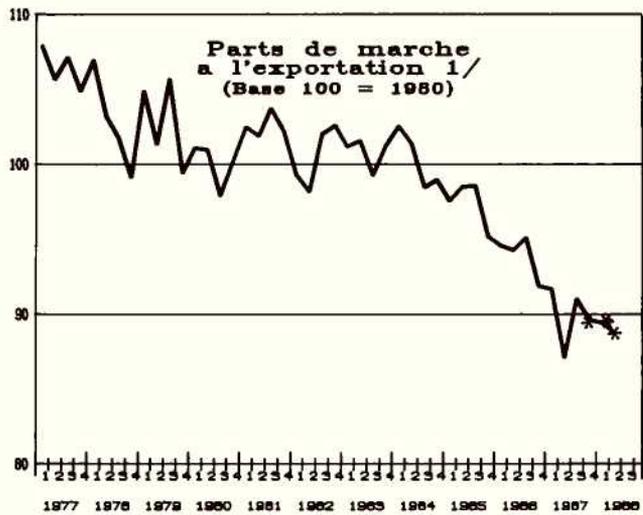
tions ayant progressé de 3,5 % et la demande mondiale de plus de 8 %). La question est maintenant de savoir si les évolutions récentes plus favorables vont se prolonger. Il semble très peu probable que s'inverse brutalement la tendance lourde de dégradation des positions françaises dans le Monde ; de plus le risque est grand que les effets de la dégradation de la compétitivité-prix vis-à-vis des produits de la zone dollar l'emportent au cours des prochains mois sur les incontestables progrès vis-à-vis des concurrents européens.

Nous avons fait l'hypothèse que nos exportations resteraient jusqu'à la mi-1988 sur le haut niveau de l'automne 1987 ; par rapport à une demande mondiale qui progresserait de 0,5 à 1 % par trimestre, les pertes de parts de marchés se trouveraient ainsi sur une tendance très voisine de celle observée depuis 1984.

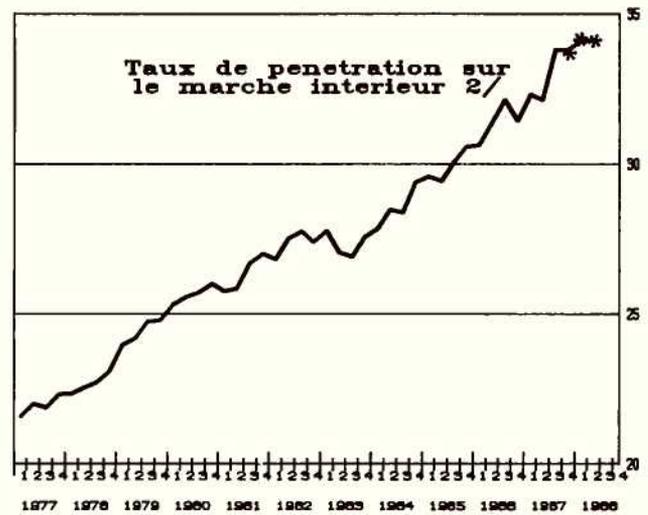
Sous ces hypothèses le déficit des échanges de marchandises, voisin de 35 milliards de Francs (FAB-FAB) en 1987, se stabiliserait autour de 8 milliards de Francs par trimestre au premier semestre 1988.

---

Les évolutions du commerce extérieur en 1987 s'inscrivent dans les tendances déjà observées au cours des années récentes : poursuite des pertes de parts de marché et quasi-stagnation des exportations (+ 0,6 % en volume pour les biens et les services après - 0,7 % en 1986 en moyenne annuelle) ; hausse du taux de pénétration sur le marché intérieur et forte progression des importations, à un rythme double de celui des emplois totaux en biens et services (+ 6,1 % en moyenne annuelle contre 2,9 %, soit une élasticité de 2, très proche de celle de 1986).



$$1 = \frac{\text{exportations en volume}}{\text{demande etrangere}}$$



$$2 = \frac{\text{importations en volume}}{\text{demande interieure}}$$

## 1. Les exportations de produits manufacturés

Les exportations de produits manufacturés ont fortement augmenté au cours de l'été, suivant de près ou même dépassant sur cette période la croissance pourtant alors très vive de la demande mondiale. Cette amélioration subite, mais prévue grâce aux enquêtes auprès des industriels, fait suite à une baisse de plus de 2 % au cours des deux premiers trimestres. De sorte que sur les neuf premiers mois de l'année, les pertes de parts de marché (mesurées par l'écart entre la croissance des exportations françaises et de la demande mondiale) ont finalement été du même ordre de grandeur que celles enregistrées au cours des années récentes (environ 3 points par an).

Le profil des exportations s'explique pour l'essentiel par celui des ventes de biens d'équipement professionnel qui représentent le tiers de nos ventes de produits manufacturés ; mais le mouvement est également notable dans tous les secteurs sauf l'automobile. Les performances à l'exportation sont différentes d'un secteur à l'autre. Les exportations de biens d'équipement professionnel sont les seules à connaître une baisse importante sur les neuf premiers mois de l'année (- 4,3 %). Elle s'explique essentiellement par la chute des ventes de matériel militaire (- 24 % en valeur), notamment en direction des pays de l'OPEP, au pouvoir d'achat réduit depuis 1986 par la baisse du prix du pétrole. La forte croissance des exportations de biens d'équipement professionnel au troisième trimestre (15,6 % en volume) s'explique par un relatif redressement du matériel militaire ainsi que par un nombre exceptionnel de livraisons d'Airbus.

Les autres secteurs d'activité ont réussi à maintenir ou à augmenter leurs exportations au cours des trois premiers trimestres de 1987.

Le secteur de l'automobile connaît la situation la plus favorable (2,5 % en volume par rapport à la même période de l'année précédente) grâce à la bonne tenue du marché européen en 1987. Les ventes y sont fortes dès le début de l'année et connaîtraient au contraire un repli au troisième trimestre.

La croissance des exportations de biens intermédiaires (+ 2,1 % en volume) est soutenue par une forte progression de la chimie (+ 5,1 %) et du verre (+ 6,4 %).

Les ventes de biens de consommation courante ne progressent que très faiblement sur les trois premiers trimestres (+ 0,8 %), malgré un net redressement au troisième (+ 4 %). L'augmentation du textile-habillement (+ 4,7 %) contraste avec la dégradation de la parachimie-pharmacie (- 2,2 %). Enfin, les exportations de biens d'équipement ménager gardent leur dynamisme (+ 8,8 %) mais ne représentent que 2 % des ventes de produits manufacturés à l'étranger.

Malgré le maintien à un bon niveau des carnets étrangers dans l'enquête activité, les exportations manufacturières devraient se replier légèrement au quatrième trimestre par rapport au haut niveau atteint au troisième trimestre du fait notamment de moindres livraisons d'Airbus et d'une demande mondiale moins soutenue. Le volume des exportations croîtrait de 1 % en moyenne annuelle en 1987 (près de 4 % en glissement).

Le ralentissement de la demande mondiale devrait se poursuivre au premier semestre 1988 ; du fait de l'orientation sectorielle de nos ventes, la baisse prévue de la demande en provenance de l'OPEP dont la baisse du dollar réduit le pouvoir d'achat et la stagnation de celle des Pays en voie de Développement (hors OPEP) pèseraient sur nos exportations. Cet effet serait partiellement compensé par de plus fortes ventes d'Airbus (nouveau modèle A320) et par de moindres pertes de compétitivité (hors zone dollar). Ces différents éléments permettent d'escompter un maintien de nos exportations en volume au premier semestre 1988.

## **2. Les importations de produits manufacturés**

La croissance des importations de produits manufacturés s'est poursuivie à un rythme élevé au cours des neuf premiers mois de 1987 (+ 8,8 % en moyenne sur la période après 8,4 % en 1986). Après avoir accéléré régulièrement depuis le début de l'année pour suivre l'accélération de la demande intérieure, les importations pourraient se stabiliser à partir du quatrième trimestre parallèlement au ralentissement de la demande. La croissance des importations manufacturières serait alors de 12,1 % en glissement annuel en 1987. Au premier semestre 1988 les perspectives de la demande intérieure hors stocks conduisent à envisager un ralentissement des importations. La poursuite prévue de la croissance de l'investissement expliquerait celle des importations de biens d'équipement. Inversement, la stabilisation de la formation de stocks devrait exercer un effet modérateur sur la croissance des importations, notamment de biens intermédiaires.

Le taux de pénétration des importations sur le marché intérieur (importations/production+importations-exportations) atteindrait 33 % en moyenne en 1987, poursuivant ainsi la tendance à une croissance de 1,5 point par an observée depuis 1984.

La vive croissance de nos achats à l'étranger s'explique aussi, en particulier pour les biens intermédiaires (4,8 %), par l'importante formation de stocks, au fort contenu en importations.

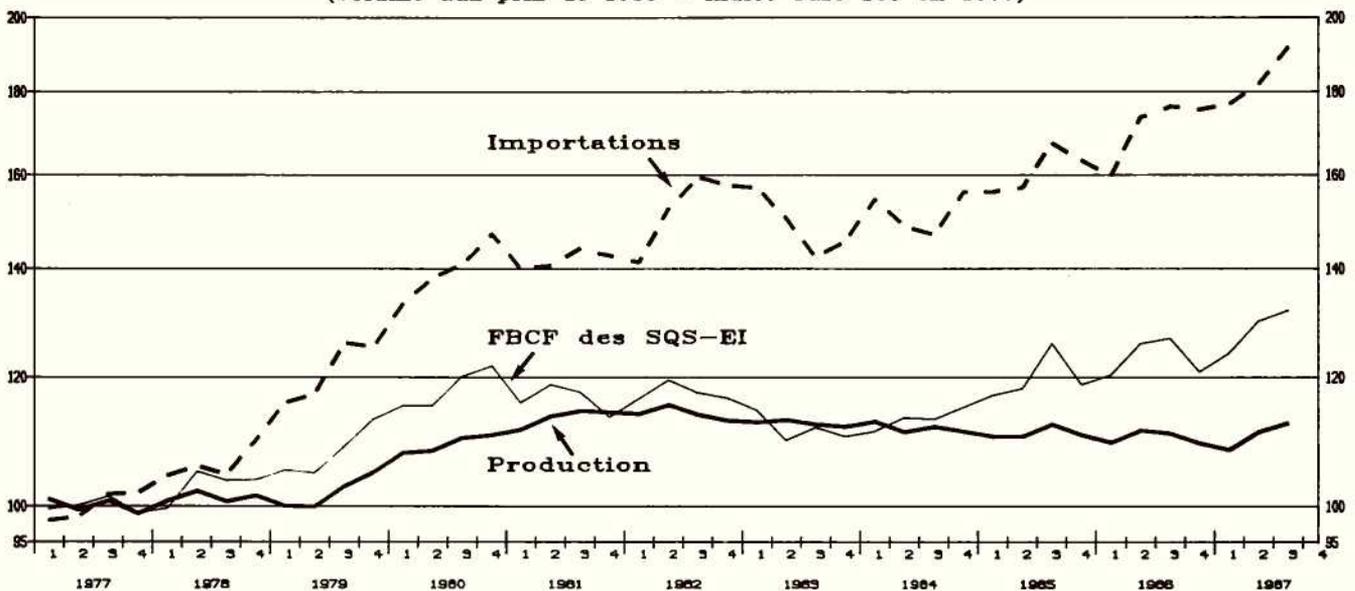
Dans les biens de consommation courante, la poussée des importations (+ 9,5 % sur neuf mois) s'oppose à une quasi-stagnation de la consommation des ménages. Alors que les achats de demi-produits (matières textiles, tissus, cuirs et peaux) stagnent ou régressent, ceux de produits finis (pharmacie, habillement, chaussure, bonneterie, meubles) connaissent des croissances de 10 à 20 %. Le taux de pénétration du marché intérieur passe ainsi de 23,5 % en 1986 à 26,5 % au troisième trimestre 1987.

Dans l'automobile, après un très fort début d'année, les importations se sont ralenties au troisième trimestre (- 0,5 % en volume). La baisse du taux d'immatriculation des véhicules étrangers (34 % seulement au troisième trimestre) a cependant été plus prononcée que celle des importations du fait d'un fort courant d'importations de véhicules français fabriqués à l'étranger. La réduction de 4 points du taux de TVA sur

les automobiles, intervenue à la mi-septembre, a eu immédiatement un effet expansif sur le marché et donc sur les importations, qui sera encore sensible au quatrième trimestre. Compte tenu des tensions sur les capacités de production des constructeurs nationaux, le taux d'immatriculation de véhicules étrangers pourrait alors remonter.

La forte croissance des importations de biens d'équipement professionnel (+ 7,2 % en volume sur 9 mois) reflète la croissance de l'investissement qui s'affirme dès le deuxième trimestre (en moyenne période, l'élasticité des importations à la FBCF en biens d'équipement est proche de 2). Les importations de ces produits sont particulièrement fortes au troisième trimestre (+ 5,4 %).

**biens d'équipement professionnel**  
(Volume aux prix de 1980 - indice base 100 en 1977)



### 3. La compétitivité

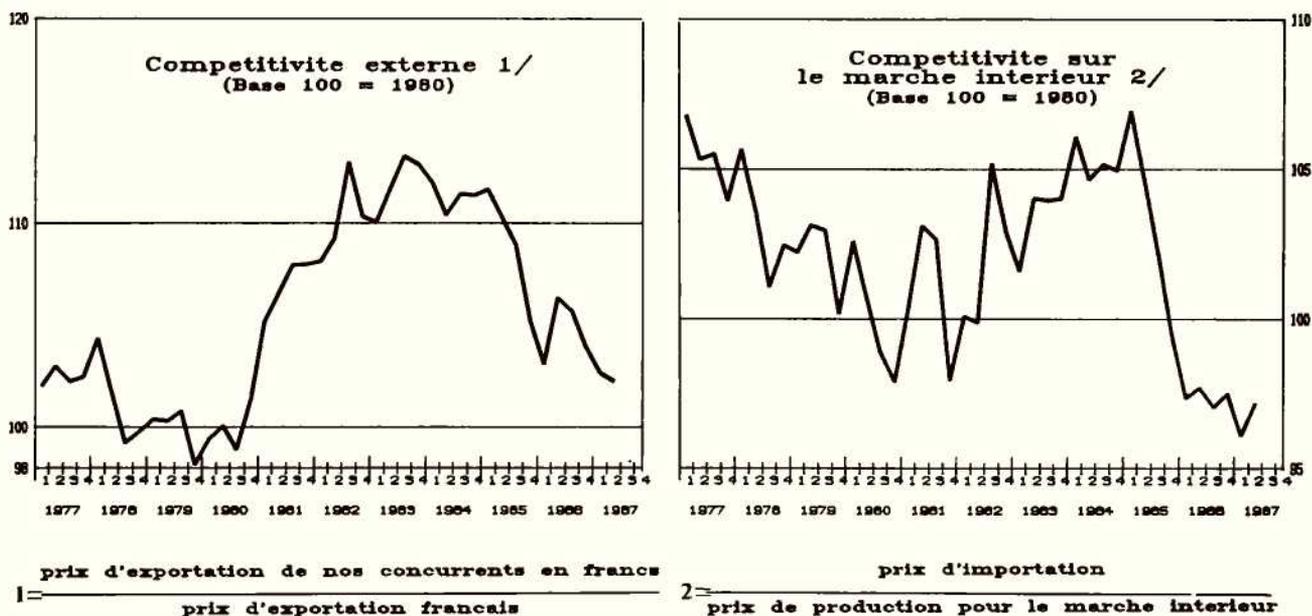
L'analyse de la compétitivité-prix permet de compléter une analyse plus structurelle du commerce extérieur, qui explique nos pertes de parts de marchés à l'extérieur et la montée du taux de pénétration de notre marché intérieur par une insuffisance de notre capacité d'offre ainsi qu'une mauvaise spécialisation des producteurs nationaux.

La désinflation en France depuis 1982 a permis de rapprocher le taux d'inflation français de ceux de nos partenaires. Cette réduction de l'écart d'inflation, observable sur l'évolution de l'indice des prix de détail (voir Chapitre III), l'est aussi sur l'écart entre les évolutions des prix de production.

La différence dans le glissement annuel des prix de production industriels (exprimés en monnaies nationales) entre la France et ses principaux partenaires, qui était de l'ordre de 4 points par an au début des années quatre vingt s'est fortement réduite au cours de la période récente, avant de s'inverser début 1987 (c'est aussi le cas lorsqu'on compare les prix français aux prix de nos partenaires européens).

Exprimé en monnaie commune, pour tenir compte des mouvements de change, l'écart d'évolution entre prix de production français et européens s'est ainsi annulé depuis 1986.

Une comparaison directement sur les prix de production, rend compte de l'évolution globale de la compétitivité tous marchés confondus. Dans la mesure où l'on observe fréquemment à court terme des comportements de marges différenciés des producteurs sur les différents marchés intérieurs et extérieurs, il est intéressant d'analyser séparément la compétitivité interne et la compétitivité externe.



L'indicateur de compétitivité interne, mesuré comme le rapport entre nos prix d'importations et les prix des producteurs nationaux sur le marché intérieur permet d'analyser les conditions de compétitivité-prix sur le marché français. Les mouvements de cet indicateur sont évidemment fortement corrélés avec le taux de change Franc contre Dollar.

C'est pourquoi notre compétitivité interne augmente fortement de 1982 à 1985 avant de suivre ensuite le dollar à la baisse. La dévaluation du dollar favorise les exportateurs américains mais aussi ceux des pays de la zone dollar. Les NPI (Nouveaux Pays Industrialisés) asiatiques 1/ en sont ainsi parmi les principaux bénéficiaires : leur part dans les importations françaises passe de 1,4 % en 1985 à 1,7 % en 1986 et 2,2 % sur les 9 premiers mois de 1987.

Un mouvement du même ordre s'observe sur notre compétitivité externe : (rapport des prix d'exportations de nos concurrents et de la France) celle-ci s'améliore régulièrement de 1980 à 1984 avant de se réduire depuis, traduisant le renchérissement progressif de nos prix d'exportations, malgré la réduction de l'écart d'inflation exprimé en monnaies nationales.

Face à cette perte de compétitivité, les exportateurs français ont d'abord comprimé leurs prix d'exportations en 1985 et 1986 (- 2,3 %). La reprise de nos prix d'exportations en 1987 (+ 1,7 % sur le premier semestre et 2,7 % sur l'année) traduit donc un rattrapage par rapport aux années antérieures. Mais il se trouve que dans le même temps nos concurrents directs maintiennent une forte pression sur leurs prix (RFA + 0,8 %, Italie - 1,7 % sur la même période). Sur l'ensemble de l'année 1987, les prix de nos exportations de produits manufacturés croîtraient ainsi de 1,5 % en moyenne annuelle, alors que ceux des importations stagneraient (- 0,1 %) dégageant ainsi de légers gains de termes de l'échange.

1/ Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour

#### 4. Le solde des échanges de marchandises et de la balance des transactions courantes

Le solde de la balance commerciale, équilibré en 1986 grâce à la réduction de la facture énergétique, sera négatif en 1987, avec un déficit de l'ordre de 35 milliards de Francs (FAB-FAB).

Le solde (CAF/FAB) des échanges de produits manufacturés sera négatif en 1987, pour la première fois depuis 1969. Après avoir atteint un maximum à la mi-1985, ce solde se réduit régulièrement depuis lors : il passe ainsi d'un excédent de 90 milliards de Francs en 1985 à 35 milliards de Francs en 1986, puis un déficit prévu de 9 milliards de Francs en 1987 (compte tenu d'une estimation d'un déficit de 2,4 milliards de Francs au quatrième trimestre). Sur l'ensemble de l'année 1987, la dégradation de 30 milliards de Francs proviendrait donc entièrement de celle du solde des échanges industriels.

La facture énergétique serait quant à elle en légère réduction : la hausse de la facture pétrolière provient de la remontée des prix et du volume du pétrole importé en moyenne annuelle. Elle sera plus que compensée par la réduction de près de 10 milliards de Francs de la facture gazière, dont le prix suit avec retard l'évolution des prix du pétrole.

L'excédent agro-alimentaire restera stable en 1987. La progression du solde au second semestre, après deux semestres de stabilisation s'explique par une amélioration des termes de l'échange (baisse des prix des produits tropicaux en particulier) ainsi que par une nette amélioration du taux de couverture en volume vis-à-vis de la CEE, qui décroissait régulièrement depuis le début de 1986.

Compte tenu d'un solde des échanges d'invisibles (négoce, service, transferts) excédentaire de l'ordre de 29 milliards de Francs, soit une réduction de près de 10 milliards de Francs par rapport à l'année dernière due surtout à la baisse du tourisme (chute du dollar), le solde de notre balance des transactions courantes se détériorerait de plus de 40 milliards de Francs : excédentaire en 1986 (20,2 milliards de Francs) il serait déficitaire de 20 à 25 milliards de Francs en 1987.

Le déficit de nos échanges de marchandises devrait se stabiliser autour de 8 milliards par trimestre au premier semestre 1988. La stabilisation des échanges en volume (exportations et importations) de produits manufacturés ainsi que des termes de l'échange conduirait à un déficit manufacturier voisin de 3 milliards de Francs par trimestre. La facture énergétique se réduirait encore à cause de la dévaluation du dollar depuis octobre à laquelle devrait s'ajouter une baisse du prix de l'énergie au 2ème trimestre 1988 d'après notre prévision (le prix du baril de pétrole importé passerait alors de 18 \$ à 17 \$).

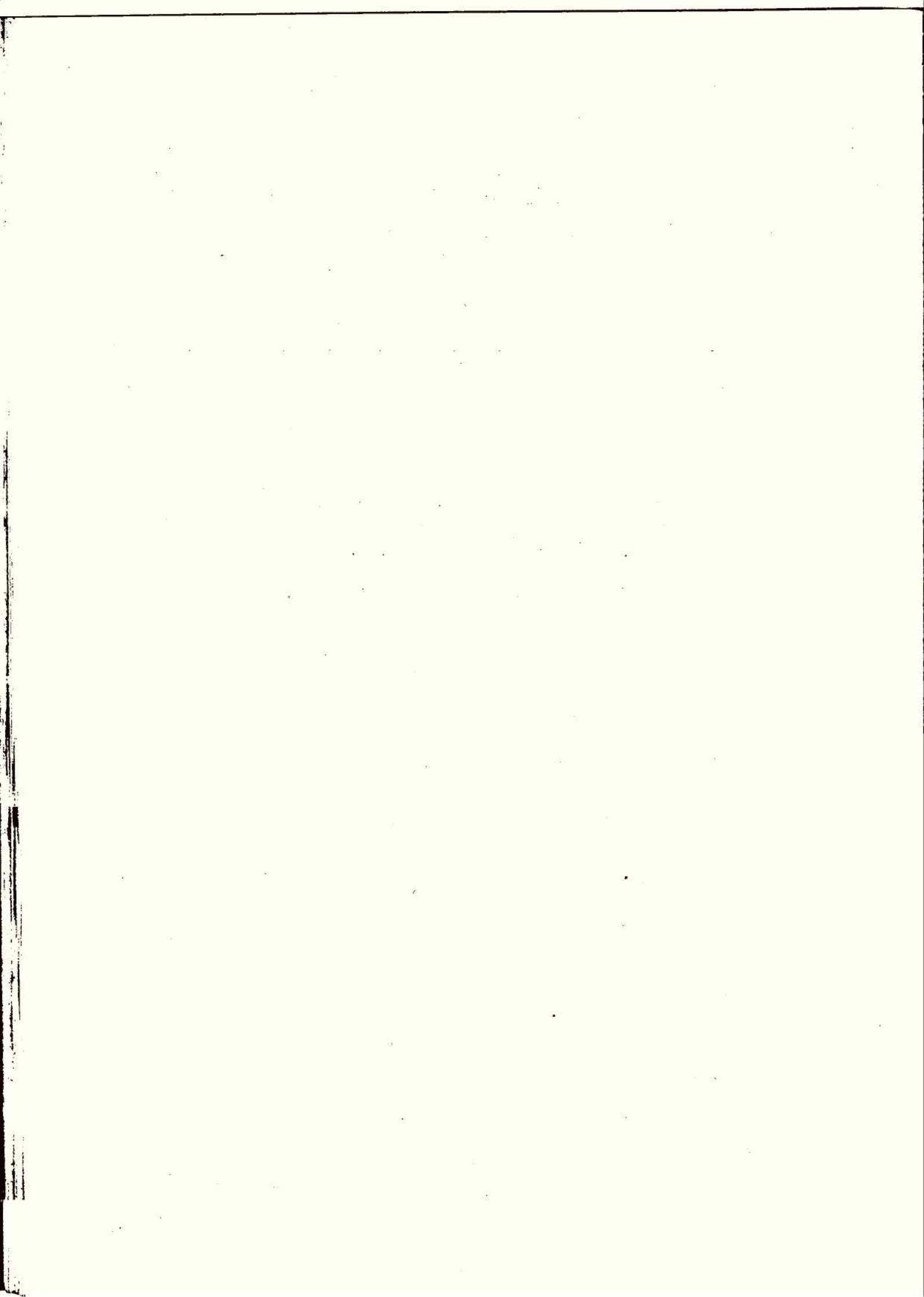
Le marché du pétrole présente un excédent structurel d'offre par rapport à la demande. La tension régnant dans le Golfe Persique a jusqu'à présent limité la baisse des cours sur le marché spot (baisse de 2 dollars du baril de Brut depuis le mois d'août) suscitée par les rabais offerts sur le pétrole iranien. Conjugée au repli du dollar cette amorce de baisse devrait inciter l'OPEP à s'accorder sur une redistribution des quotas. Si ce n'était pas le cas, on pourrait assister à un repli prononcé des prix, d'autant plus que à partir du printemps, la baisse saisonnière de la demande de fioul domestique pourrait fragiliser le marché.

Solde global des échanges de marchandises								
en milliards de F								
	1986	1987				1987*	1988	
		87.1	87.2	87.3	87.4*		88.1*	88.2*
Agro-alimentaire et agriculture	26,7	5,8	6,6	8,4	8	29	7	7
Energie	-89,6	-19,7	-19,9	-22,3	-20	-82	-20	-19
Produits manufacturés	35,1	0,8	-6,9	-0,1	-3	-9	-3	-3
Total CAF/FAB	-27,8	-13,1	-20,2	-14,0	-15	-62	-16	-15
Total FAB/FAB	-4,8	-6,2	-13,0	-6,5	-7	-33	-9	-8

Source : douanes

Au contraire, l'excédent agro-alimentaire pourrait se réduire notamment à cause de difficultés d'exportations vers les pays tiers, engendrées par une médiocre qualité de la dernière récolte céréalière, et aggravées par la baisse du dollar.

Le déficit de notre commerce extérieur serait alors supérieur à 15 milliards de Francs au premier semestre 1988.



## VII - Les stocks et la production

En 1987 la formation de stocks aurait une contribution importante à la croissance de la production de produits manufacturés. Dès le second semestre 1987, un double mouvement s'est amorcé et devrait durer jusque durant le premier semestre 1988 : les commerçants, face à une demande qui leur paraît moins forte, commenceraient à déstocker, alors que les industriels reconstitueraient leurs stocks qu'ils jugent légers. Soutenue ainsi par une importante formation de stocks, grâce à des exportations plus vives et malgré une demande intérieure hors stocks moins forte, la croissance de la production manufacturière dépasserait celle de l'an passé et serait en 1987 de 1,8 % en moyenne annuelle. Au premier semestre 1988, les différents éléments de

cette croissance seraient moins actifs et la production manufacturière s'orienterait à la baisse.

La production dans le Bâtiment-Travaux-Publics progresserait durant l'année 1987 au rythme de 2,5 %. Elle pourrait être moins bien orientée en 1988, en raison d'un certain ralentissement dans les Travaux Publics.

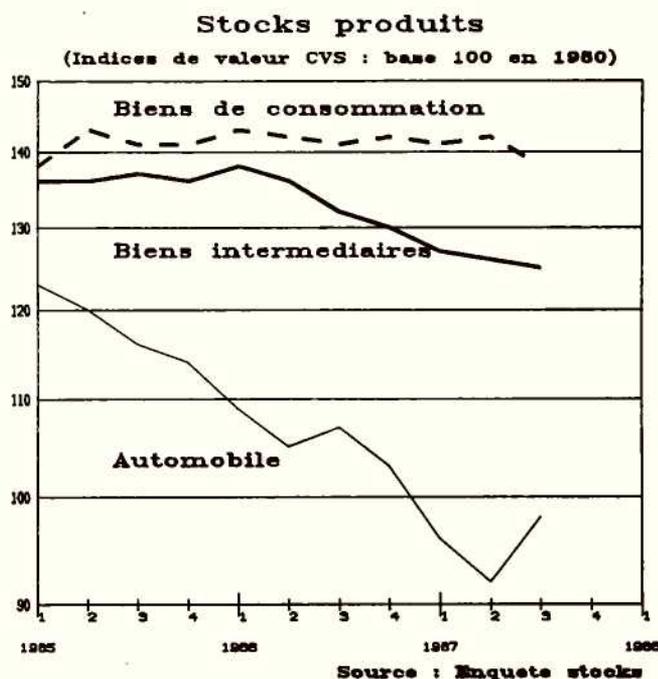
Enfin la croissance du produit intérieur brut marchand serait de 2,0 % en 1987 après 2,1 % en 1986. Après une assez forte progression au second semestre 1987 (1,1 % en glissement), le produit intérieur brut marchand ralentirait fortement au premier semestre 1988 (0,3 % en glissement).

### 1. Les stocks et la production de produits manufacturés

#### a. Les stocks de produits manufacturés

Durant l'année 1986 les niveaux de stocks chez les industriels de biens manufacturés se seraient réduits, par contre ils se seraient accrus chez les commerçants.

Au cours du premier semestre 1987, face à une demande encore soutenue, les commerçants (grossistes et détaillants) ont continué le mouvement de stockage observé en 1986 (d'après les réponses à l'enquête trimestrielle sur les stocks des entreprises industrielles et commerciales, et aux enquêtes bimestrielles dans le commerce de gros et de détail). Pour répondre à la demande en provenance des commerçants et de l'extérieur, les industriels ont déstocké (d'après les réponses à

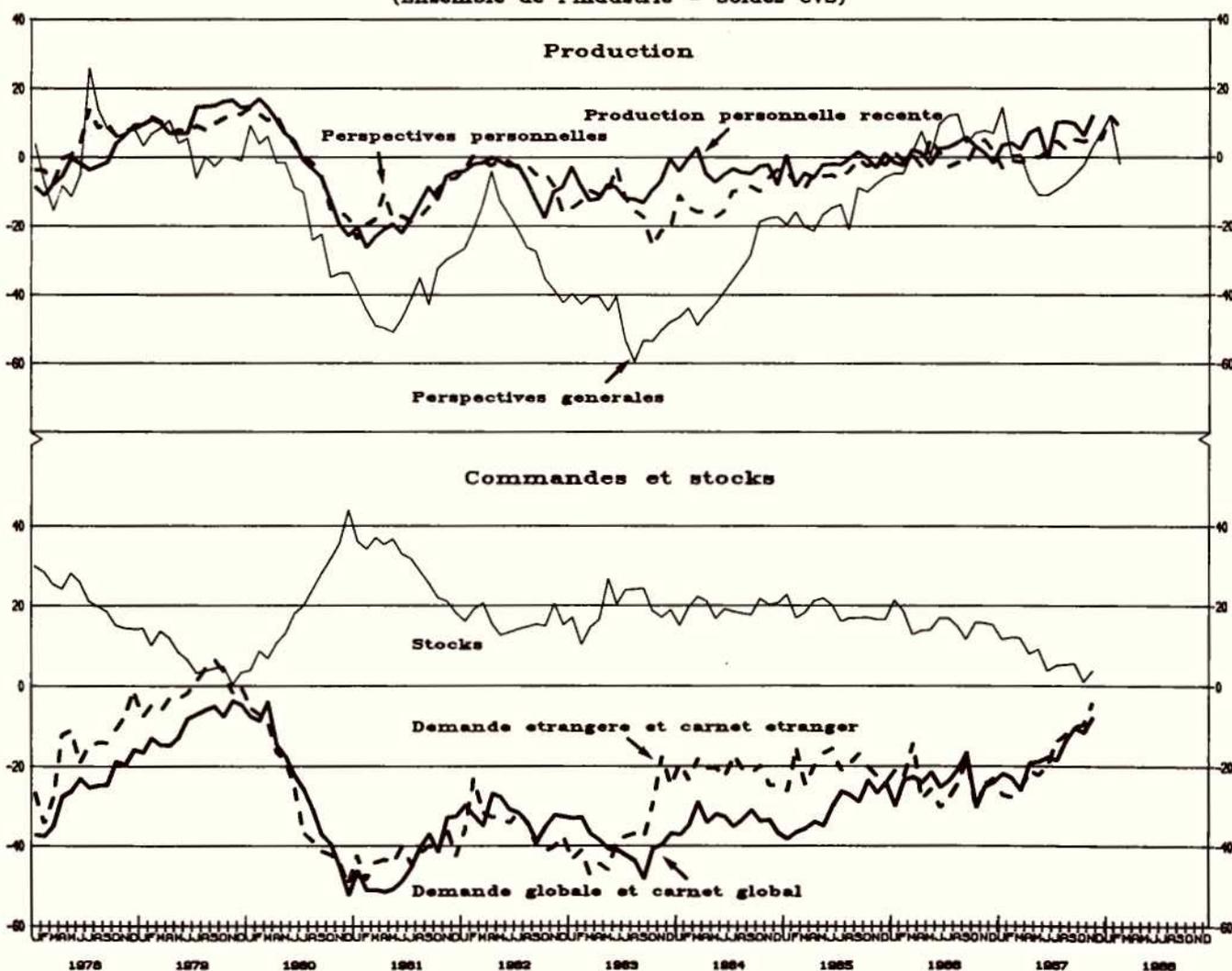


l'enquête trimestrielle sur les stocks, et les réponses à la question sur la "tendance des stocks de produits finis" de l'enquête trimestrielle dans l'industrie), alors que, conformément à l'évolution de leurs carnets de commandes, ils désiraient accroître leurs stocks : dans l'enquête mensuelle dans l'industrie, tout au long du premier semestre, les industriels jugent leurs stocks de produits finis de plus en plus inférieurs à leur niveau normal. Le déstockage des industriels au cours du premier semestre correspondrait à un déstockage involontaire.

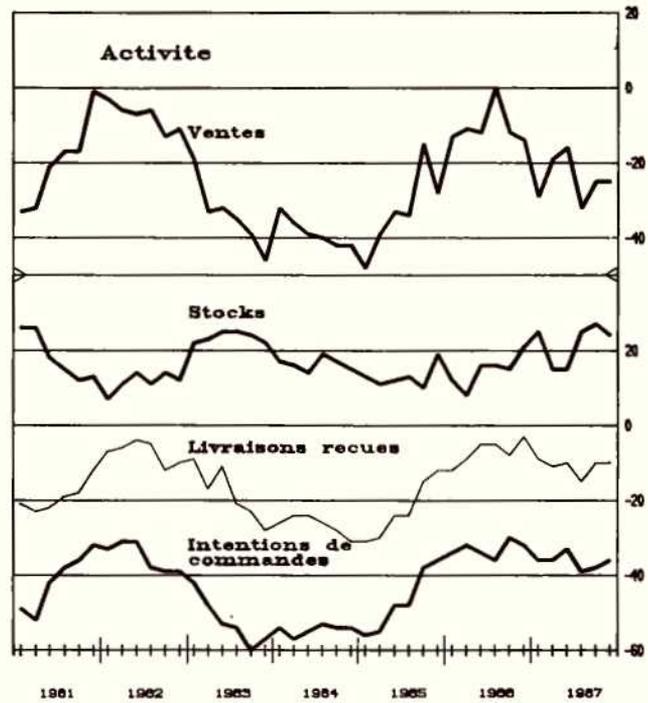
Au second semestre 1987, les commerçants, face à une demande perçue comme moins soutenue, ont commencé à juger leurs stocks excessifs et à les alléger (d'après les réponses aux enquêtes bimestrielles dans le commerce de gros et de détail). Les producteurs (d'après l'enquête mensuelle dans l'industrie), quant à eux, continuent d'anticiper une demande favorable et jugent toujours leurs stocks très inférieurs à leurs niveaux normaux. Ils gonflent alors leurs stocks à la fois pour satisfaire à la demande anticipée et pour reconstituer des stocks fort dégarnis au semestre précédent.

### Enquête mensuelle sur l'activité dans l'industrie

(Ensemble de l'industrie - Soldes CVS)



**Enquete bimestrielle dans  
le commerce de detail  
(cvs)**



Ce mouvement -de diminution des stocks chez les commerçants et de stockage chez les industriels- devrait se poursuivre encore au premier semestre 1988. Cependant il devrait cesser à la fin du premier semestre chez les industriels, lorsque ces derniers jugeront leurs stocks de nouveau à un niveau normal, et qu'ils réaliseront leurs erreurs possibles d'anticipation, c'est-à-dire que la demande se serait stabilisée au cours du semestre au lieu de s'accroître. En terme de comptes trimestriels (la formation de stocks y est calculée à partir de l'évaluation de l'écart entre ressources et emplois hors formation de capital), ces différents mouvements de stockage depuis 1986, se sont traduits, au premier semestre 1987 par un accroissement de la formation de stocks, et entraîneraient une stabilisation de cette dernière au second semestre 1987 et au premier semestre 1988 (au niveau d'environ 17 milliards de francs 1980).

Globalement les biens de consommation, l'automobile et les biens intermédiaires suivent le schéma général précédemment décrit ; ce n'est en revanche pas le cas des biens d'équipement professionnel en raison de l'importance des stocks de travaux en cours.

Dans les biens de consommation (y compris biens d'équipement ménager), au troisième trimestre 1987, les commerçants augmentent leurs stocks et leurs commandes face à la croissance de la consommation (+ 1,6 % en volume) ; les industriels, bien qu'ils commencent à juger leurs stocks inférieurs à leur niveau normal, les réduisent pour pouvoir répondre à la demande. Au quatrième trimestre les mouvements de stockage devraient s'inverser. Dans un contexte de stabilisation de la consommation des ménages et de progression modérée de la demande étrangère, les commerçants qui jugent leurs stocks un peu lourds, commenceraient un mouvement de déstockage qu'ils devraient poursuivre durant le premier semestre 1988. Quant aux industriels qui jugent encore à l'automne leurs stocks inférieurs à leur niveau normal, ils devraient les reconstituer jusqu'à la mi-1988.

Dans la construction automobile, les stocks ont baissé en 1986 : le déstockage chez les industriels n'a pas été compensé par le stockage chez les commerçants. Ces évolutions de l'année 1986 se sont poursuivies en début d'année 1987. A partir du second semestre, le stockage, déjà amorcé au deuxième trimestre chez les industriels, devrait se poursuivre jusqu'au deuxième trimestre 1988. Jusqu'à présent, ayant atteint les limites de leurs capacités de production 1/, les industriels ont préféré répondre à la

1/ Voir graphique "jugement sur les capacités de production dans l'automobile" dans le chapitre IV.

demande plutôt que de reconstituer leurs stocks. Ils les jugent maintenant trop légers. Par contre les concessionnaires, en raison d'anticipations de demande nettement plus défavorables amorcent un mouvement de déstockage.

Dans les biens intermédiaires, au troisième trimestre 1987, d'après l'enquête trimestrielle, les stocks augmentent chez les utilisateurs ; par contre bien qu'ils les jugent inférieurs à leur niveau normal, les producteurs ne parviennent pas à les augmenter. Sans doute la reprise des exportations les en empêche. Enfin à l'enquête de novembre, les carnets de commandes globaux des industriels de biens intermédiaires se sont stabilisés malgré la hausse de ceux d'origine étrangère ; les intentions de commandes des grossistes se sont réduites. Ainsi à partir du quatrième trimestre, le stockage chez les utilisateurs devrait se poursuivre et chez les producteurs s'amorcer : les uns et les autres jugeant leurs stocks légers. Enfin ce mouvement devrait se prolonger au premier semestre 1988 parallèlement à un allègement des stocks chez les grossistes.

Dans les biens d'équipement professionnel, les stocks se sont accrus en 1986 : les stocks de travaux en cours ont augmenté dans les branches de l'aéronautique et de l'armement, par contre les stocks de produits finis se sont réduits dans la construction mécanique et électronique. Les stocks chez les utilisateurs et dans le commerce ont augmenté (les Airbus non transférés à leurs propriétaires ont été comptabilisés en stocks). Durant l'année 1987 les stocks-commerce ont été réduits grâce à la livraison des Airbus. Les stocks de travaux en cours de l'aéronautique et de l'armement devraient continuer à se gonfler en 1987 et en 1988 en raison de la montée en charge du programme d'Airbus et de la poursuite de la production dans les arsenaux militaires. Enfin les producteurs de la construction mécanique et de l'électronique amorceraient un mouvement de reconstitution de leurs stocks de produits finis, au moins jusqu'au premier semestre 1988. A l'enquête de novembre, ils jugeaient encore légers leurs stocks de produits finis.

#### b. La production manufacturière

Sur l'ensemble de l'année 1987, alors que le partage de l'offre continue de se dégrader au détriment des producteurs nationaux (le taux de pénétration du marché intérieur 1/ est de 33 % en 1987 après 31,7 % en 1986), la croissance de la production manufacturière (1,8 % en moyenne et 2,7 % en glissement) devrait dépasser de plus d'un point celle enregistrée l'année passée (0,7 % en moyenne et 1 % en glissement). Globalement, deux facteurs permettent d'expliquer cette accélération : un accroissement des exportations (+ 1 % en moyenne annuelle en 1987) après une légère baisse en 1986 (- 0,5 % en moyenne annuelle) et une formation de stocks plus importante qu'en 1986. Par contre, la demande intérieure hors stocks a progressé à un rythme ralenti par rapport à celui de l'année passée, essentiellement en raison de la moindre croissance de la consommation des ménages en produits manufacturés (+ 1,3 % en 1987, après 4,1 % en 1986). En terme de profil annuel, au premier trimestre, l'activité de l'industrie manufacturière s'est réduite en partie pour des raisons climatiques mais aussi à cause du recul de la demande intérieure hors stocks et de la demande extérieure. Aux second et troisième trimestres, la production a augmenté en liaison avec la hausse de la demande (intérieure hors stocks et extérieure au troisième trimestre) et le début de stockage chez les producteurs (au troisième trimestre). L'activité dans les différentes branches (biens intermédiaires, biens d'équipement professionnel et biens de consommation) excepté dans la construction automobile, a évolué selon ce profil.

Au premier semestre 1988, la demande extérieure et intérieure hors formation de stocks serait stable voire en légère progression ; la formation de stocks apporterait un soutien pratiquement nul à la croissance ; enfin le partage de l'offre ne se dégraderait plus que très légèrement. Finalement l'activité dans l'industrie manufacturière stagnerait ou plus probablement serait en léger repli.

1/ Le taux de pénétration du marché intérieur est défini par

$$\frac{\text{Importations}}{\text{production distribuée} + \text{importations} - \text{exportations}}$$

en volume

**Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois**

Taux de croissance en % - volumes aux prix de 1980

1986		1987*			1987				1988
MA	GA	MA	GA		87.1	87.2	87.3	87.4*	GSI*
0,7	1,0	1,8	2,6	Production effective	-0,8	3,1	0,2	0,1	-0,4
8,4	5,5	8,8	11,8	Importations	3,1	3,3	4,7	0,6	0,7
4,1	3,1	1,2	1,2	Consommation des ménages	-0,2	-1,3	3,3	-0,5	0,0
4,3	3,4	3,4	7,4	FBCF des entreprises	-1,1	5,4	2,5	1,5	0,7
-0,5	-0,2	1,0	3,5	Exportations	-1,4	-0,9	7,0	-1,0	0,3
9,0		38,1		Variations de stocks (Mds Frs 80)	6,4	14,1	8,2	9,5	17,8
2,2	1,9	1,8	3,1	Emplois hors stocks	-0,6	1,2	2,5	-0,1	0,1

\* : prévision

Source : comptes nationaux trimestriels

Dans le secteur de la **construction automobile**, en 1987, la croissance est forte (6,3 % en moyenne annuelle) grâce à une orientation encore favorable de tous les éléments de la demande : une hausse soutenue des exportations (2,4 % après 2,8 % en 1986), une demande intérieure en expansion (+ 5,0 % après 5,5 % en 1986), une formation de stocks importante et enfin des pertes de parts de marché intérieur encore assez limitées (de 0,8 point).

Dans le secteur des biens intermédiaires en 1987, la hausse de production (+ 2,3 % en moyenne annuelle après 0,2 %) provient aussi d'une orientation favorable de tous les éléments de la demande. La demande intérieure hors stocks a d'abord soutenu l'activité, le relais étant pris par les exportations et la formation de stocks.

L'activité dans les biens d'équipement professionnel en 1987 reste très modérée : les exportations se réduisent, les pertes de parts de marché intérieur se poursuivent à un rythme fort (le taux de pénétration était de 35 % en 1985, de 36,8 % en 1986 et serait de 38,0 % en 1987) ; le soutien principal de l'activité est le stockage de travaux en cours.

Enfin c'est dans la branche des biens de consommation, en 1987, que la hausse de la production est la plus faible. Deux facteurs ont pourtant joué favorablement : la formation de stocks et la hausse des exportations (+ 2,4 % après - 0,6 % en 1986). Mais deux autres facteurs ont joué défavorablement : la consommation des ménages se stabilise et le taux de pénétration du marché intérieur bien que faible en niveau augmente plus rapidement que dans les autres branches (il était de 24,2 % en 1985, 26,4 % en 1986 et il serait de 28,4 % en 1987).

## 2. La production du bâtiment et des travaux publics

Dans la branche du bâtiment et des travaux publics, le redressement observé depuis le second semestre 1985 se poursuit en 1987. La production du bâtiment et des travaux publics devrait croître en 1987 au même rythme qu'en 1986 (2,5 % en moyenne, 2,6 % en glissement). La diminution d'activité, enregistrée au premier trimestre, surtout dans le gros oeuvre, due à un hiver froid, est en effet largement compensée les trimestres suivants.

Comme le montre l'enquête de conjoncture d'octobre, l'activité dans le bâtiment est restée bien orientée et la production devrait progresser au rythme de 2,5 % environ, prolongeant ainsi la reprise de 1986 (0,5 %). En effet, la croissance de la construction de bâtiments non résidentiels se poursuit à un bon rythme, légèrement supérieur à celui de l'an passé. On observe également une amélioration de la demande en logements neufs, qui recouvre des tendances opposées des secteurs libre et aidé. Pour l'année 1987, le nombre de mises en chantier de logements devrait être de 305.000, après 295.000 les trois années précédentes. En fait, la demande des ménages a été bien orientée dans le secteur libre et non aidé (+ 25.000 mises en chantier par rapport à 1986), favorisée certainement par les déductions fiscales contenues dans le plan Méhaignerie ainsi que par la concurrence entre banques pour la distribution de prêts. Par contre, la demande a diminué dans le secteur aidé (- 15.000 mises en chantier), suite à la réduction des aides de l'Etat.

Dans les travaux publics, l'évolution de l'activité (environ 2,5 %) est nettement moins soutenue qu'en 1986 (+ 8 %). La réalisation des grands travaux (TGV atlantique, tunnel sous la Manche, travaux autoroutiers) ne compense pas le ralentissement des dépenses d'équipement des collectivités locales, ainsi que le fléchissement des travaux réalisés pour les Grandes Entreprises Nationales.

En 1988, la production dans le bâtiment et les travaux publics devrait évoluer à un rythme légèrement inférieur à celui de 1987 (1,5 % à 2 %). Une stabilité voire une légère progression de la demande de logements, est envisageable ; la demande de bâtiments non résidentiels ainsi que les investissements des administrations en travaux publics devraient se ralentir.

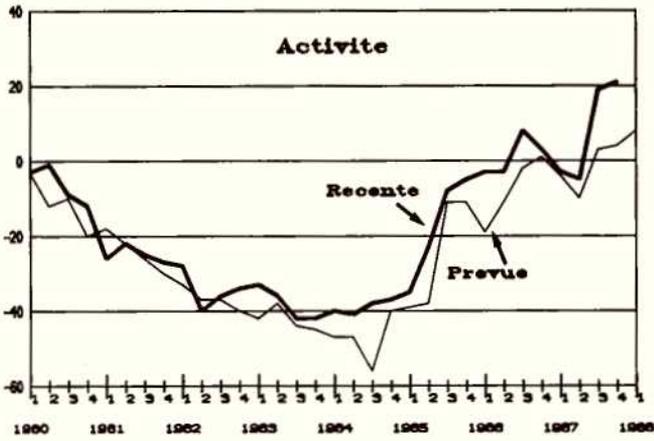
Comme la demande de logements dans le secteur aidé devrait continuer à diminuer en 1988 (- 15.000 mises en chantier), le maintien d'un nombre global de mises en chantier aux environs de 305.000, ou même une légère progression dépendra de l'évolution de la demande des ménages dans le secteur libre. La chute du cours des actions, si elle se poursuit, pourrait avoir des effets de substitution au sein de l'épargne des ménages et constituer un facteur favorable pour la reprise de l'investissement des ménages (d'après les résultats de l'enquête auprès des ménages).

La construction de bâtiments non résidentiels pourrait marquer un ralentissement en 1988. En effet les stocks de locaux ont atteint un niveau élevé et de plus l'investissement des entreprises devrait se ralentir.

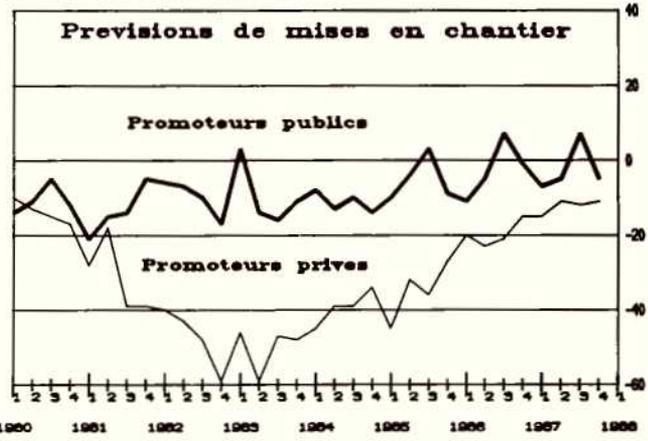
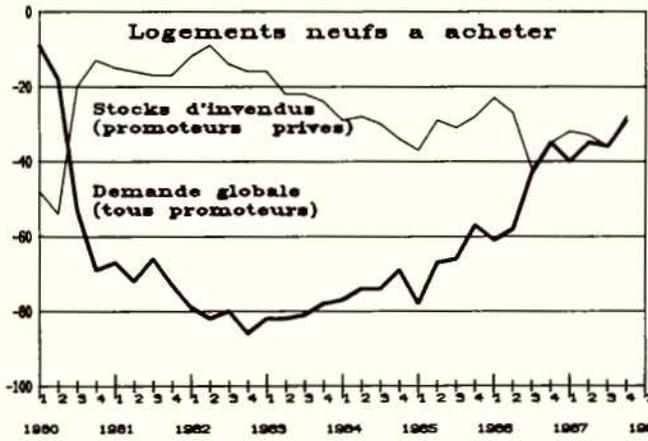
Enfin malgré les carnets de commande bien garnis et encore bien orientés (d'après l'enquête d'octobre), l'activité des travaux publics devrait enregistrer en 1988 une croissance légèrement plus modérée qu'en 1987. Les grands chantiers - liaison transmanche, Eurodisneyland, le pont de Normandie et la tranche du programme autoroutier prévue par le Comité interministériel d'Aménagement du Territoire - joueront favorablement. Par contre les commandes des Grandes Entreprises Nationales devraient chuter et les dépenses des collectivités locales ne pas augmenter pas sensiblement.

**Enquetes trimestrielles de conjoncture**  
(Soldes CVS des reponses - %)

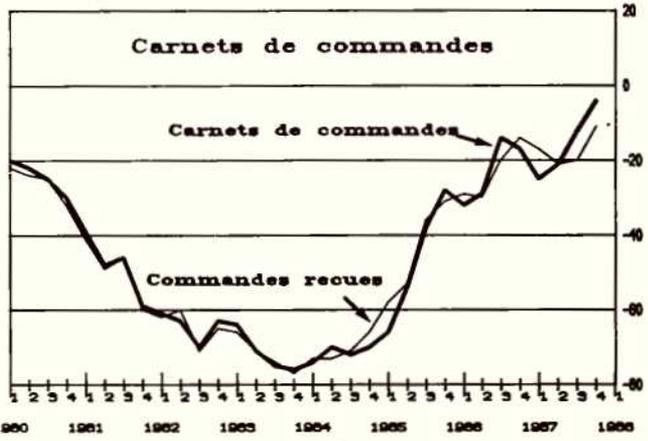
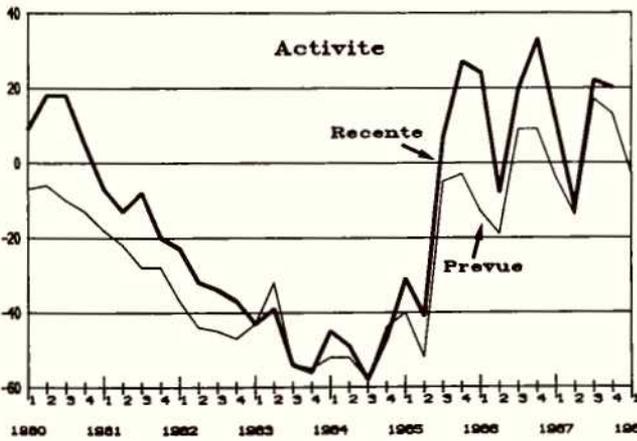
**Dans le batiment**



**Dans la construction immobiliere**

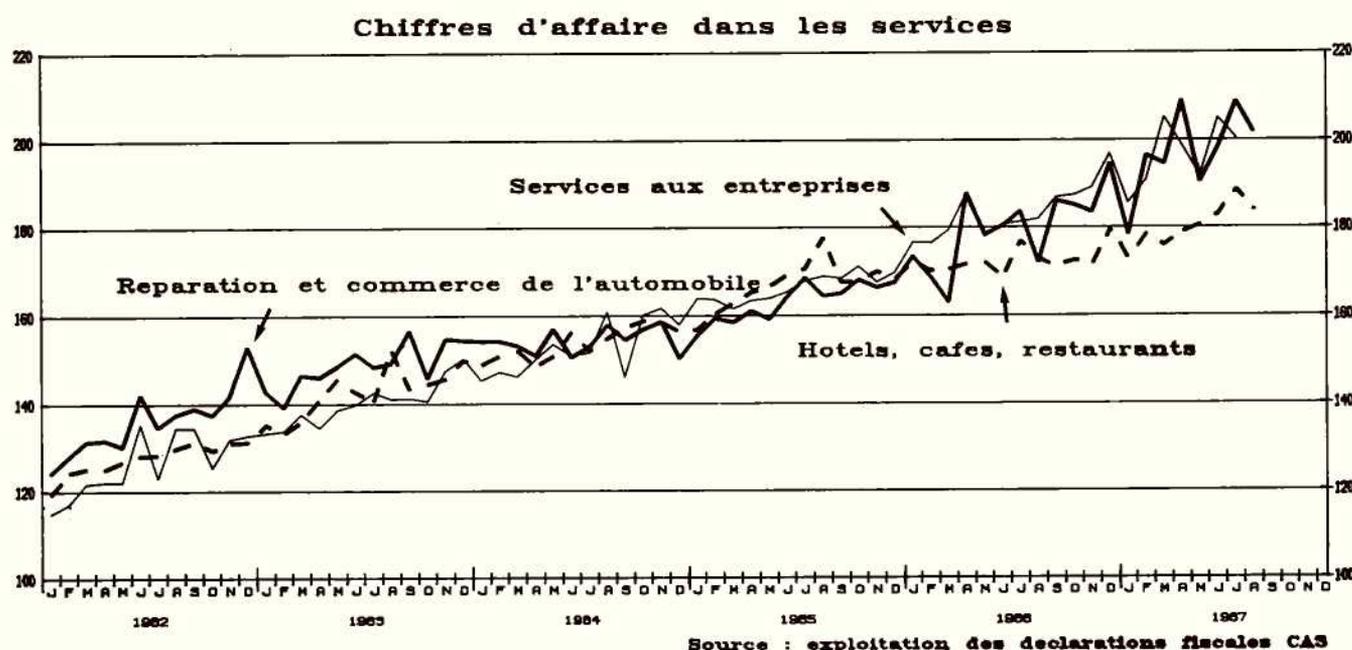


**Dans les travaux publics**



### 3. La production de services

Parmi les services rendus aux ménages, la progression soutenue, au premier semestre 1987, des chiffres d'affaires en valeur de la réparation et du commerce de l'automobile (soit 7,4 % en glissement juillet 1987 sur décembre 1986) et des hôtels-café-restaurants (soit 5,0 % en glissement juillet 1987 sur décembre 1986) s'explique principalement par l'effet de la libération des prix des services. Elle recouvre en fait une diminution (resp. une stabilité) de la demande des ménages en volume, pour le service réparation et commerce de l'automobile (resp. hôtels-café-restaurants). Durant le second semestre 1987 la demande des ménages augmenterait légèrement mais l'évolution des prix serait plus modérée.



La progression du chiffre d'affaire en valeur des services rendus aux entreprises est assez vive au premier semestre 1987 (8,0 % en glissement juillet 1987 sur janvier 1987) 1/. Cette évolution recouvre en fait, une forte croissance de l'activité des services de location et de crédit bail mobiliers, ainsi que de celle de la promotion immobilière à partir de mars, et une progression plus lente des services de conseils-études-assistance et surtout des services de nettoyage. Enfin, au sein des activités de conseils-études-assistance, les prestations de personnel temporaire qui avaient décliné en début d'année, ont retrouvé un rythme de progression élevé comparable à celui observé auparavant.

1/ mais de seulement 1,7 % en glissement juillet 1987 sur décembre 1986 (voir graphique).

#### 4. La production agricole

Quoique fragiles et encore incomplètes, les informations disponibles laissent escompter, pour l'année 1987, une croissance de la production agricole plus élevée que durant l'année 1986 (+ 1,5 % aux prix de 1980 après 0,4 % l'an passé). L'année 1987 se caractériserait par une progression des livraisons 1/ (de + 3,4 % en volume) nettement plus soutenue que celle de la production en raison d'une forte diminution de la formation brute de capital fixe en gros bétail et aussi de l'écoulement de stocks de vins de qualité des années antérieures. Enfin contrairement à ce qui s'est passé en 1986 les livraisons de produits végétaux évolueraient à un rythme nettement plus élevé (+ 6,2 %) que pour les produits animaux (+ 0,4 %).

L'année 1987 est marquée par le développement spectaculaire de la récolte d'oléagineux et en particulier de colza. Pour les céréales, les prévisions de début d'année qui envisageaient des rendements exceptionnels sont révisées à la baisse. Enfin la récolte de vin diminuerait de 4,4 % après avoir atteint un haut niveau en 1986. Cependant grâce à la libération des quantités bloquées en 1986 les livraisons de vins de qualité seraient importantes (+ 4,0 % en volume).

En ce qui concerne les productions animales, les mesures de pénalités prises en cas de dépassement des quotas laitiers entraînent à la fois une baisse de la production laitière de 4,4 % (une partie de cette baisse étant liée aux dégâts provoqués par la tempête d'octobre) et un accroissement des abattages de gros bovins. Ce mouvement se traduit à la fois par une augmentation des livraisons (3 %) et par une diminution de la formation brute de capital fixe. Enfin poursuivant la tendance des deux années précédentes la production avicole évoluerait très favorablement (+ 8 %).

Une prévision pour l'année 1988 à la date actuelle, est difficile. Les éléments disponibles permettent d'envisager une hausse de la production végétale et une baisse de la production animale consécutive à la réduction du cheptel.

#### 5. L'équilibre ressources-emplois de biens et services marchands

La croissance du produit intérieur brut marchand en 1987 serait de 2,0 %, soit pratiquement stable par rapport à 1986. Après une assez forte progression au second semestre 1987 (1,1 % en glissement), le produit intérieur brut ralentirait fortement au premier semestre 1988 (0,3 % en glissement). A la fin du premier semestre 1988, l'acquis de croissance pour l'année 1988 serait de 1 point.

Equilibre ressources-emplois en biens et services marchands										
1985	1986		1987*			1987				1988*
	MA	GA	MA	GA		87.1	87.2	87.3	87.4*	GS.I
1,4	2,1	2,1	2,0	2,1	Produit intérieur brut marchand	-0,0	1,0	1,1	0,1	0,3
4,7	6,9	3,9	6,1	9,1	Importations	3,6	1,3	3,6	0,3	1,1
2,4	3,4	2,8	2,2	2,4	Consommation des ménages	0,7	-0,3	2,1	-0,1	0,8
1,1	3,5	3,1	2,2	4,0	Formation brute de capital fixe	-0,8	2,2	1,6	0,9	0,3
					dont :					
1,9	4,6	4,2	3,1	6,1	- SQS-EI	-1,0	3,9	2,0	1,1	0,8
-2,7	-1,0	-1,1	-0,7	0,2	- Ménages hors EI	-0,6	-0,7	1,1	0,5	-1,4
2,1	-0,7	-1,9	0,6	3,0	Exportations	-0,8	-0,2	4,2	-0,1	-0,8
0,2	15,8	-1,9	46,6		Variations de stocks en Mds de F80	9,9	16,5	10,2	10,0	22,8

\* : prévision

Source : comptes nationaux trimestriels

1/ Les prévisions de livraisons proviennent du compte prévisionnel de l'agriculture ; le concept volume signifie aux prix de de l'année précédente ; production finale = livraisons + variation de stocks + formation brute de capital fixe ; production totale = production finale + intraconsommation

Emplois de la production en termes de contribution à la croissance du PIB en points								
%								
1985	1986	1987*	Contributions de :	1987				1988*
				87.1	87.2	87.3	87.4*	GSI
-0,6	-2,0	-1,5	Solde extérieur	-1,2	-0,4	0,1	-0,1	-0,6
0,6	-0,2	0,2	dont : exportations	-0,2	0,0	1,1	-0,1	-0,2
-1,2	-1,8	-1,7	importations	-1,0	-0,4	-1,0	0,0	-0,4
2,1	3,5	2,3	Demande intérieure hors stocks	0,4	0,4	2,0	0,2	0,7
1,8	2,7	1,8	dont : consommation totale	0,6	-0,1	1,6	0,0	0,6
0,3	0,8	0,5	FBCF totale	-0,2	0,5	0,4	0,2	-0,1
-0,1	0,6	1,2	Formation de stocks	0,8	1,0	-1,0	0,0	0,2
1,4	2,1	2,0	PIB marchand	0,0	1,0	1,1	0,1	0,3

Source : Comptes trimestriels

\* prévision

Les caractéristiques de la croissance en 1987 sont différentes de celles observées en 1986. En effet, en 1987, on observe une contribution à la croissance de la demande intérieure hors stocks moindre (2,3 points après 3,5 points en 1986), une contribution moins défavorable du solde extérieur (- 1,5 point après - 2,0 points) qui devient même nulle au second semestre ; enfin, la formation de stocks aurait une contribution à la croissance plus élevée que l'an passé.

Enfin, alors que la croissance en 1986 provenait principalement des branches services-commerces, le partage de la croissance entre branches est sensiblement plus équilibré en 1987 et la contribution de la branche manufacturière devient positive.

Contribution des branches à la formation du PIB en points								
1985	1986	1987*	Contributions de :	1987				1988*
				87.1	87.2	87.3	87.4*	GSI
0,1	0,0	0,2	Agriculture et IAA	0,1	-0,2	0,2	0,0	0,1
0,0	0,1	0,1	Energie	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
-0,2	-0,1	0,3	Produits manufacturés	-0,1	0,6	0,1	0,0	-0,1
-0,1	0,1	0,2	BTP	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
1,4	1,7	1,0	Services et commerces	0,0	0,5	0,5	0,2	0,3
0,2	0,3	0,2	TVA et droits de douane	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
1,4	2,1	2,0	Croissance du PIB marchand	0,0	1,0	1,1	0,1	0,3

\* : prévision

Source : Comptes nationaux trimestriels

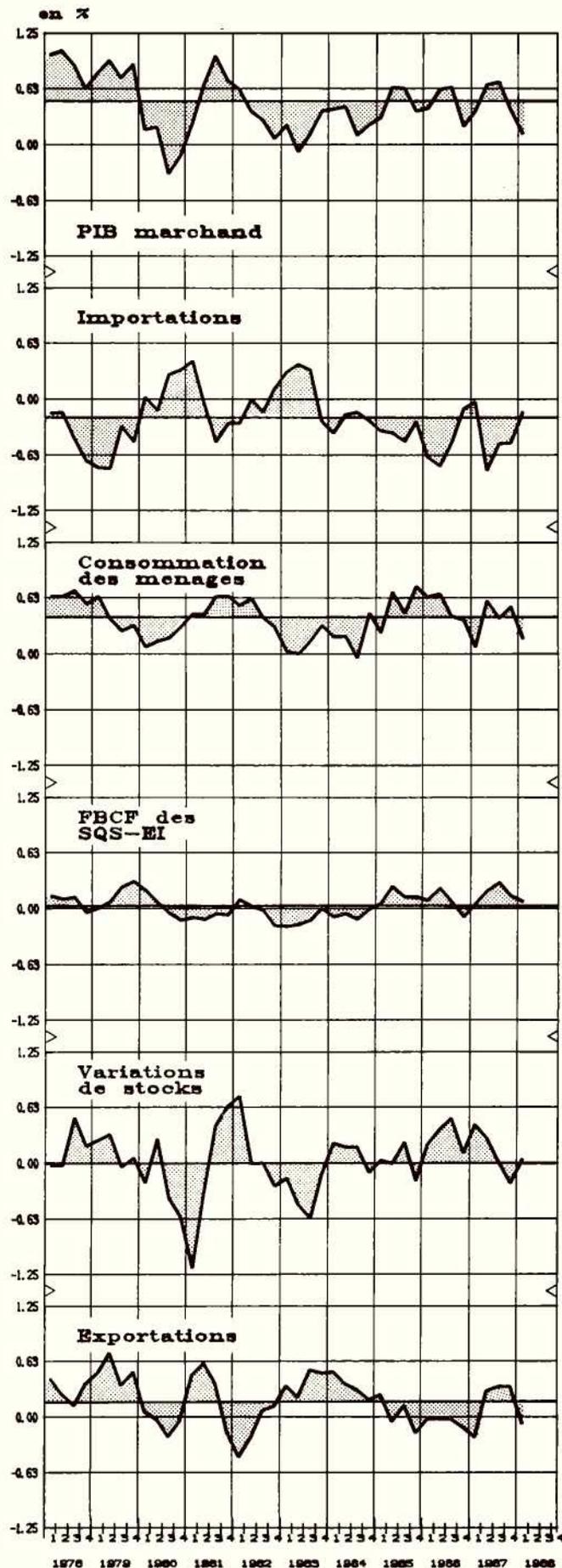
### Contribution des emplois à la croissance

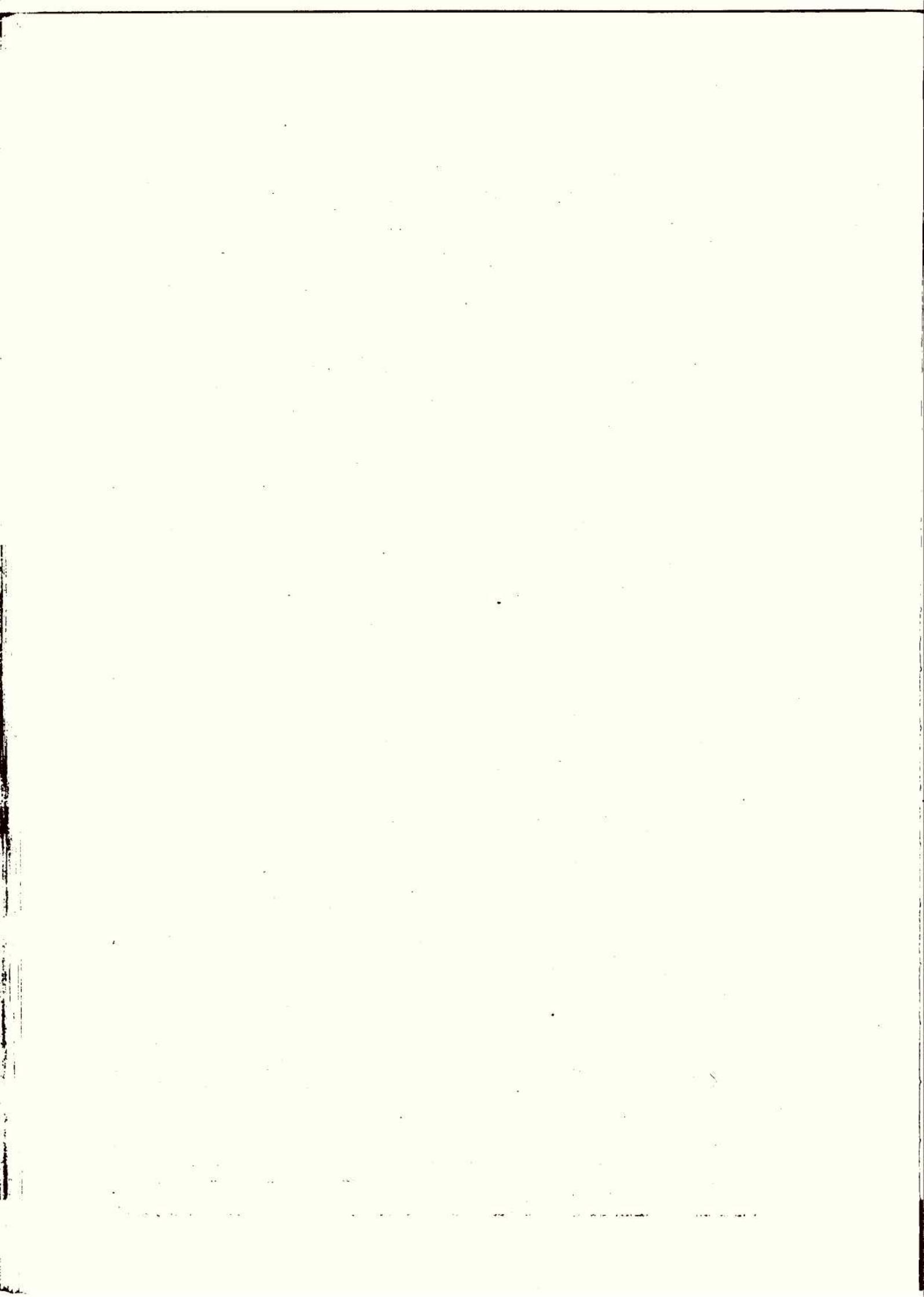
Sont représentés sur ce graphique le taux de croissance trimestriel du produit intérieur brut marchand et la contribution de chaque emploi du produit intérieur brut à la croissance de ce dernier. Pour améliorer la lisibilité du graphique, les données trimestrielles ont été lissées sur trois trimestres : cela explique que le point correspondant au premier trimestre 1988 soit le dernier.

Pour chacune des courbes, le trait plein horizontal indique le niveau de la moyenne empirique calculée sur l'ensemble de la période représentée.

Les écarts entre la courbe et ce trait plein horizontal représentent les fluctuations de chaque grandeur autour de sa moyenne, donnant ainsi une photographie des fluctuations économiques. Les échelles de chaque courbe sont les mêmes.

Variations de stocks, importations et produit intérieur brut montrent des fluctuations en phase. La consommation des ménages oscille avec des successions de deux années fortes et de deux années faibles. Depuis 1985, la FBCF a une contribution positive à la croissance, au contraire des années 1982-1984. Les variations de stocks ont sur le court terme des contributions fortes à la croissance du produit intérieur brut ; par contre, sur longue période, leur contribution est nulle. La contribution des exportations présente une évolution qui lui est propre.





## VIII - L'emploi et le chômage

---

En 1987, l'emploi total diminuerait très légèrement (- 0,2 % en glissement annuel, - 0,0 % en moyenne annuelle). Un mouvement d'inflexion vers le bas de l'emploi salarié, aussi bien dans l'industrie que dans les services, semble se dessiner à partir du troisième trimestre, et pourrait se poursuivre durant le premier semestre 1988. Enfin on observe une plus grande flexibilité dans tous les secteurs grâce à la possibilité de licen-

ciements économiques et au développement des contrats à durée déterminée.

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue depuis avril et est actuellement à son niveau de fin 1986. Cette année, l'évolution du chômage paraît assez déconnectée de celle de l'emploi, et plus liée à des mesures en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée.

---

### 1. L'emploi

- . L'évolution observée de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles au cours des trois premiers trimestres de l'année 1987

Au cours du premier semestre 1987, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles progresse de 0,3 % en glissement. Cette augmentation provient uniquement de celle du nombre de stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) qui passe de 68.000 à la fin décembre 1986 à 113.000 fin juin 1987 (soit + 45.000 1/).

Pour le troisième trimestre 1987, les résultats provisoires de l'enquête ACEMO indiquent un léger retournement de tendance. Il est renforcé par la diminution de 14.000 du nombre de stages d'initiation à la vie professionnelle, et doit aussi certainement être mis en rapport avec le ralentissement sensible depuis août des contrats d'adaptation et des embauches exonérées à 50 % des cotisations sociales : seulement 10.000 à 15.000 contrats d'adaptation par mois ont été signés d'août à octobre 1987 contre 20.000 à 30.000 par mois de septembre 1986 à juillet 1987.

La diminution de l'emploi dans l'industrie manufacturière se serait accélérée : - 0,7 % après - 0,4 % et - 0,5 % au cours des deux trimestres précédents ; il n'y aurait plus de créations nettes d'emploi dans le bâtiment ; enfin la progression des effectifs dans le secteur tertiaire marchand se serait nettement ralentie : + 0,1 % au lieu des rythmes trimestriels antérieurs de l'ordre de + 0,4 %. Le mouvement d'inflexion à la baisse observé dans les secteurs du bâtiment, commerce et services, que la diminution du nombre de stages d'initiation à la vie professionnelle affecte principalement, est encore visible lorsqu'on considère les effectifs salariés hors SIVP.

---

1/ Seulement 85 % du nombre de SIVP sont ajoutés aux effectifs issus de l'enquête ACEMO, car 15 % y seraient déjà déclarés.

Il faut noter enfin, que depuis la montée en charge des stages d'initiation à la vie professionnelle au cours de l'année 1986, les variations trimestrielles des effectifs salariés sont liées à celles du stock de ces stages. Or les variations saisonnières de ces emplois de type particulier, sont probablement différentes de celles des secteurs où ils sont utilisés, entraînant une moins bonne qualité de la désaisonnalisation des séries. La forte hausse, puis la baisse du stock des stages d'initiation à la vie professionnelle du troisième trimestre, sont sans doute en partie saisonnières et mal corrigées par les coefficients actuels ; toutefois le quatrième trimestre pourrait compenser le troisième comme semble l'indiquer la légère progression du stock de stages d'initiation à la vie professionnelle en octobre (+ 3.000).

Evolution au sein de l'emploi (y compris TUC, PIL, SIVP) par secteurs																					
Niveaux et glissements annuels Valeurs brutes (milliers et %)						Glissements trimestriels Taux d'évolution CVS en %															
31.12.1985		31.12.1986		31.12.1987*		86.3		86.4		87.1		87.2		87.3		87.4*		88.1*		88.2*	
niveau	GA	niveau	GA	niveau	GA																
13.428,3	-0,7	13.462,2	0,3	13.453	-0,1	SALARIES DES SECTEURS MARCHANDS NON AGRICOLES : (hors SIVP)	0,0	0,1	0,1	0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	
6.030,1	-2,6	5.934,1	-1,6	5.841	-1,6	Industries y compris BGCA															
						. Industries agro-alimentaires	-0,3	0,6	0,1	0	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
						. Energie	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,4	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	
						. Industrie manufacturière	-0,6	-0,8	-0,4	-0,5	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	
						dont :															
						Biens intermédiaires	-0,6	-1,0	-0,3	-0,6	-0,9	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	-0,6	
						Biens d'équipement	-0,7	-1,1	-0,5	-0,7	-0,6	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	-0,8	
						Biens de consommation	-0,3	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	
						. Bâtiment et travaux publics	0,1	0,1	0,2	0,6	-0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
7.398,2	0,9	7.528,1	1,8	7.612	1,1	Tertiaire marchand	0,4	0,6	0,3	0,6	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
						. Commerces	0,4	0,6	0,4	0,8	-0,0	0,1	0	0	0	0	0	0	0	0	
						. Transports-télécommunications	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	
						. Services marchands	0,7	1,0	0,6	0,7	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
						. Banques-assurances	0	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	
						SALARIES DU :															
7.398,2	0,9	7.528,1	1,8	7.612	1,1	Tertiaire non marchand															
274,7	-1,8	270,0	-1,7	265	-1,9	Agriculture															
3.329,7		3.300,5		3.265		NON SALARIES															
21.225,5	0,5	21.224,7	0	21.175	-0,2	EMPLOI TOTAL															
21.017,5	-0,5	20.954,7	-0,3	20.855	-0,5	(Hors TUC, PIL et SIVP)															

\* : estimation

SIVP nouveaux stocks estimés par le ministère des Affaires Sociales

## . Les prévisions d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles pour le quatrième trimestre 1987 et jusqu'à la fin du premier semestre 1988

A la fin de l'année 1987, le nombre de stages d'initiation à la vie professionnelle reviendrait à son niveau de fin juin 1987 et se stabiliserait ensuite, sous réserve qu'il n'y ait pas de restrictions budgétaires.

La diminution des effectifs de l'industrie manufacturière se poursuivrait (- 0,7 % par trimestre) en raison de la persistance de sureffectifs, notamment dans le secteur des biens d'équipement.

Une légère progression des effectifs salariés serait possible dans le secteur du bâtiment-génie civil agricole.

La croissance des effectifs salariés dans le tertiaire marchand pourrait être modérée. Le ralentissement de la consommation des ménages, une plus grande flexibilité de l'emploi - liée au développement des contrats à durée déterminée sensible depuis 1984 1/ et aux plus grandes facilités de licenciement économique - ainsi que des conditions d'embauche moins intéressantes (concernant les contrats d'adaptation et les embauches à la suite d'un stage, voir encadré) expliqueraient ce mouvement moins favorable qu'au premier semestre 1987.

Les effectifs ne progresseraient plus dans les commerces et diminueraient dans les transports-télécommunications. Seuls les services marchands continueraient d'être créateurs d'emploi mais à un rythme plus réduit qu'auparavant (+ 0,3 % à + 0,4 % par trimestre, au lieu de + 0,7 % par trimestre en 1986 et jusqu'à la mi-1987).

En 1987, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles serait quasiment stable (- 0,1 % en glissement annuel). Avec des hypothèses de baisse tendancielle de l'emploi agricole, de stabilité de l'emploi non salarié non agricole et de l'emploi dans le secteur non marchand (y compris TUC et PIL), l'emploi total diminuerait de 50.000 (- 0,2 % en glissement) en 1987. Enfin, en raison de la forte progression en 1987 du stock de stages d'initiation à la vie professionnelle, la diminution de l'emploi, hors emplois de type particulier (TUC, PIL, SIVP) aurait été plus élevée (- 100.000, soit - 0,5 % en glissement annuel).

## . Croissance et emploi en 1987

Le taux de croissance du PIB marchand entre 1986 et 1987 resterait pratiquement le même (environ 2 %) ; parallèlement le rythme de progression de l'emploi total marchand (resp. emploi salarié marchand) évoluerait peu (- 0,1 % en moyenne annuelle après - 0,3 % en 1986 ; resp. 0,2 % en 1987 après - 0,2 % en 1986). Les moindres gains de productivité observés cette année, aussi bien dans le bâtiment-génie-civil, que dans les services et le commerce, seraient alors compensés par des gains de productivité dans l'industrie manufacturière plus élevés de plus d'un point, par rapport à l'année passée. En effet dans ce secteur, alors que la croissance de la production augmenterait de plus d'un point (1,8 % en 1987 après 0,7 % en 1986) les effectifs salariés diminueraient au même rythme que l'an passé (de 2,4 % en moyenne annuelle).

1/ Leur croissance est de 87 % en trois ans

## 2. Le chômage

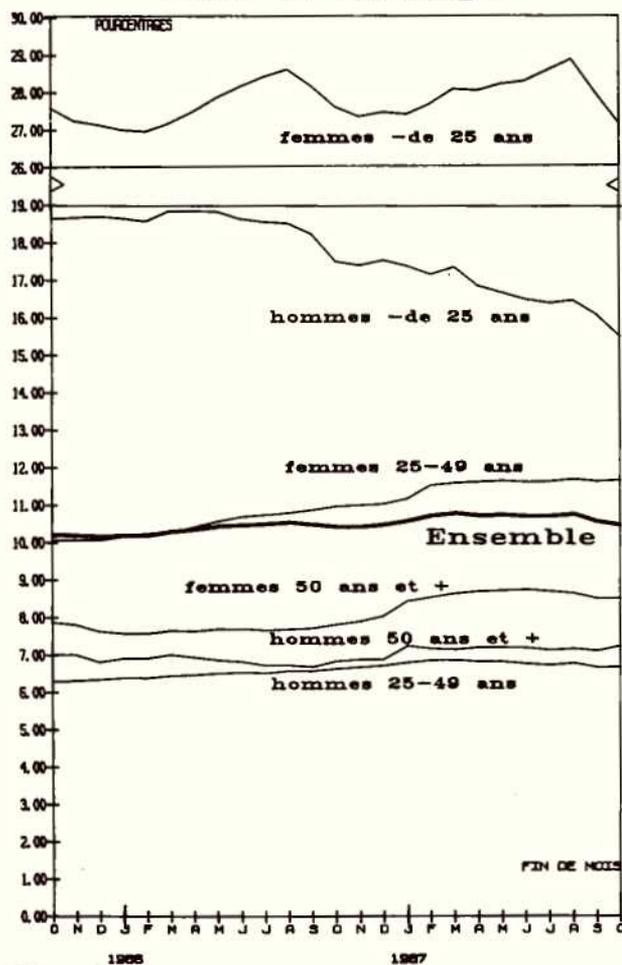
### . Le chômage observé depuis janvier 1987

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois a une évolution très contrastée depuis le début de l'année 1987 : il présente une forte hausse au cours du premier trimestre (+ 100.000 de fin décembre 1986 à fin mars 1987), puis il suit une légère tendance de baisse d'avril à août à un rythme moyen de - 5.000 par mois, puis il diminue fortement en septembre de 52.000 (soit - 2 %) et encore sensiblement en octobre (de 25.000 soit - 1 %). Au total le nombre de demandes d'emploi à la fin octobre (2.571,7 milliers) retrouve le niveau de la fin décembre 1986.

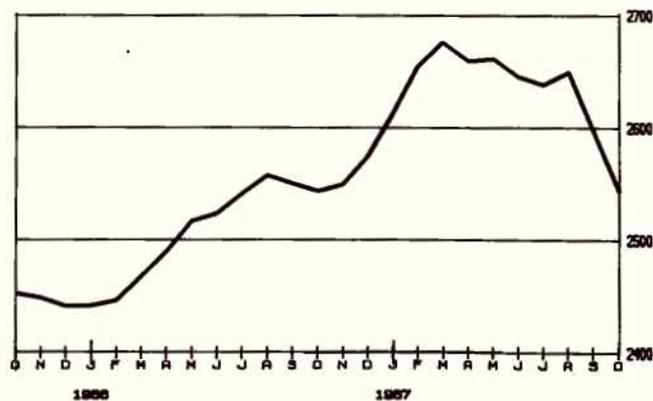
La diminution du chômage depuis avril 1987 a surtout concerné les moins de vingt-cinq ans : le taux de chômage des jeunes hommes est passé de 17,3 % fin mars à 15,5 % fin octobre 1987, celui des jeunes femmes est passé au cours de la même période de 28,1 % à 27,2 % (après avoir atteint un maximum de 28,9 % fin août 1987). Les taux de chômage des plus de vingt-cinq ans ont, eux, peu varié de mars à octobre.

La diminution du chômage entre mars et octobre 1987 trouverait ses explications principales dans les mesures en faveur des jeunes - en particulier la mise en place de stages d'orientation (pour la plupart non comptabilisés dans l'emploi) à la sortie du système scolaire et en faveur des chômeurs de longue durée (stages, aussi, pour la plupart non comptabilisés dans l'emploi) (voir encadré).

Taux de chômage



Demandes d'emploi en fin de mois  
(CVS - En milliers)

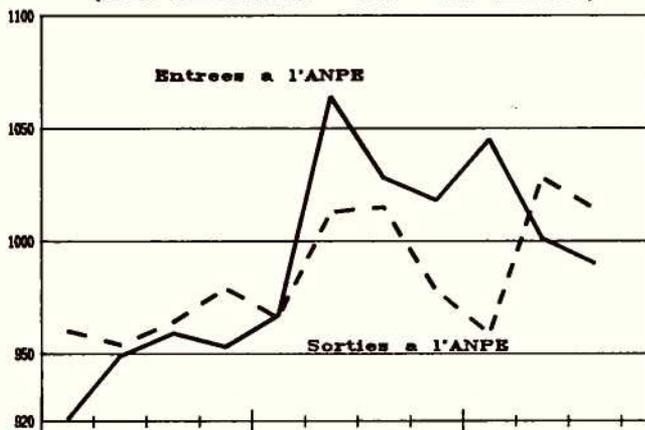


. Essai de compréhension de l'évolution du chômage durant l'année 1987

Le nombre de demandes d'emploi en fin de mois, est une variable de stock, et est en fait comptablement une somme cumulée de soldes de flux d'entrées et de sorties de l'ANPE. Une analyse de l'évolution des flux au cours de l'année 1987 permet une assez bonne compréhension de celle du stock de chômage.

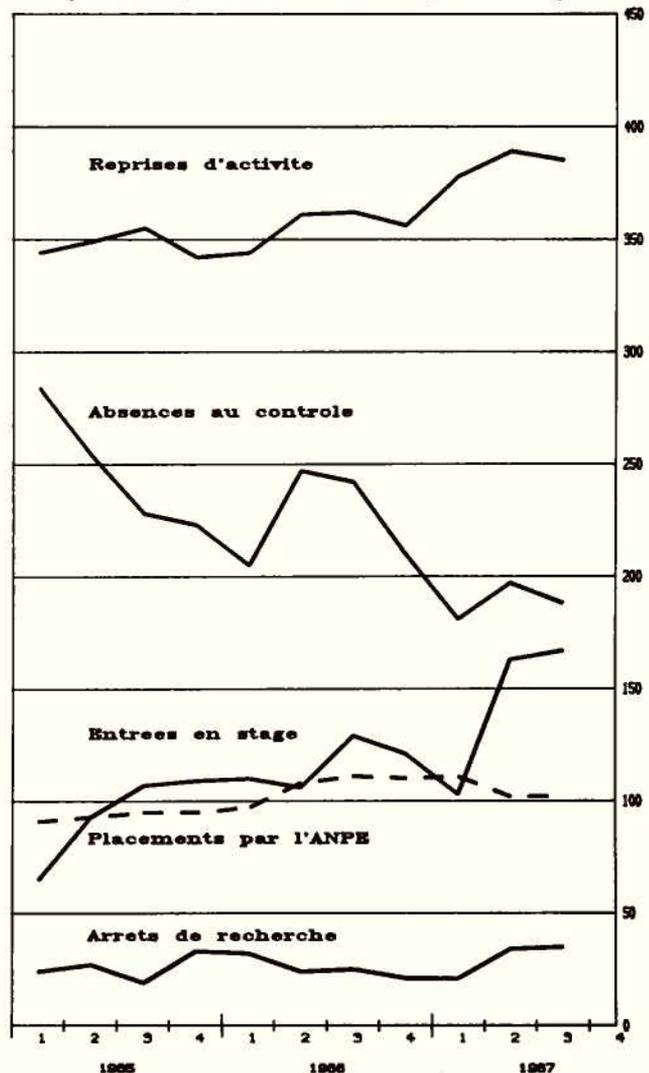
**Entrees et sorties de l'ANPE**

(Flux trimestriels - CVS - En milliers)



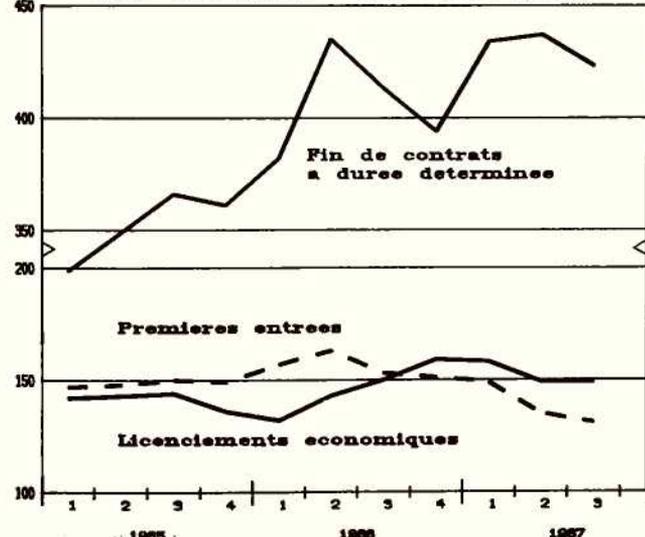
**Principaux motifs de sortie de l'ANPE**

(Flux trimestriels - CVS - En milliers)



**Principaux motifs d'entree a l'ANPE**

(Flux trimestriels - CVS - En milliers)



Au cours du premier trimestre, les flux d'entrée à l'ANPE ont été élevés, suite à des fins de contrats à durée déterminée et au retour à l'ANPE de nombreuses entrées en stage de l'automne 1986 ; dans le même temps les flux de sortie de l'ANPE ont été relativement peu élevés.

Au cours des deuxième et troisième trimestres, ainsi qu'en octobre la situation s'est inversée : les flux de sortie très importants ont été supérieurs, aux flux d'entrées moins élevés qu'au trimestre précédent. En effet parmi les principaux motifs d'entrée à l'ANPE, les entrées pour fins de contrats à durée déterminée, tout en restant à des niveaux élevés, ont diminué au cours du troisième trimestre et les entrées suite à un licenciement économique sont revenues à des niveaux proches de ceux de la mi-1986.

Les principales mesures ayant un impact sur l'emploi et le chômage  
entre la mi-1987 et la mi-1988.

1) Mesures à destination des jeunes.

Le "Plan d'urgence" en faveur des jeunes mis en place au printemps 1986 a été reconduit en juillet 1987 :

- l'exonération totale des cotisations sociales patronales attachées à l'embauche d'un jeune sur contrat de qualification a été prolongée jusqu'au 1er juillet 1988 ;
- le non-assujettissement de l'indemnité complémentaire servie par l'entreprise à un jeune accueilli en stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) a été pérennisé ;
- la mesure d'exonération des cotisations sociales patronales a été rendue permanente pour les contrats d'apprentissage ;
- par contre depuis le 1er juillet 1987 le contrat d'adaptation à un emploi n'ouvre plus droit à exonération même partielle des charges sociales patronales et les demandes de prolongation ou de renouvellement de ces contrats ne sont plus admises. Mais toute signature d'un nouveau contrat d'adaptation peut toujours donner lieu à la prise en charge par l'Etat d'une formation à la hauteur de 200 heures.
- de même les exonérations durant un an de la moitié des cotisations patronales pour une embauche effectuée dans les trois mois suivant la fin d'une formation alternée ou d'un stage ne sont pas reconduites : la date limite d'embauche est donc fixée au 1er octobre 1987 pour une formation achevée avant le 30 juin 1987.

Parallèlement au plan d'urgence pour les jeunes, a été mis en place à l'été 1986 un dispositif d'orientation des garçons ou filles sortant du système éducatif. Ayant eu des effets limités l'année dernière, il devrait avoir beaucoup plus d'ampleur cette année, car ayant démarré dès le mois de juin. Durant l'été et l'automne 1987, 100.000 jeunes, en général de 16 à 21 ans, seraient ainsi susceptibles de bénéficier selon les cas de sessions d'information et d'orientation (25.000 places), de cycles d'insertion professionnelle par alternance (10.000 places), de formations complémentaires d'initiative locale (16.500 places), de possibilités de poursuivre ou de reprendre les études, de modules de repréparation d'examen (3.000 places) ou d'aides à la recherche d'emploi (15.000 places).

Enfin, les premières inscriptions, composées à 90 % de jeunes à la recherche d'un premier emploi, ont accéléré leur mouvement de baisse amorcé au cours du troisième trimestre 1986. En effet le dispositif d'orientation, mis en place à l'été 1986, par l'Education Nationale permet une rétention certaine des jeunes hors du marché du travail et semble avoir des effets beaucoup plus sensibles en 1987 qu'en 1986. Parmi les principaux motifs de sortie de l'ANPE, les reprises d'activité ont fortement progressé au cours des premier et second trimestres et demeurent à un niveau élevé au cours du troisième. Mais ce sont les sorties pour entrée en stages qui progressent le plus fortement au cours du second trimestre pour se poursuivre au troisième. On voit là les effets des mesures en faveur des chômeurs de longue durée (voir encadré). Enfin, les arrêts de recherche d'emploi sont revenus durant cette période à leur plus haut niveau observé fin 1985 - début 1986.

Enfin, le dispositif des travaux d'utilité collective (TUC) a été reconduit et même prolongé de deux façons : possibilité de renouveler le TUC qui dure ainsi deux ans au lieu d'un seul ; possibilité de proposer non plus à des jeunes mais à des chômeurs de longue durée d'au moins 25 ans des programmes d'insertion locale (PIL).

## 2) Mesures à destination des chômeurs de longue durée.

Aux mesures déjà existantes (stages "modulaires" ou de mise à niveau de l'ANPE, stages de formation du FNE pour les chômeurs de longue durée) sont venues s'ajouter en 1987 diverses dispositions :

- possibilité de conclure des contrats d'au moins un an, de réinsertion en alternance (CRA), totalement exonérés de cotisations sociales patronales pendant un an, avec des demandeurs d'emploi de longue durée d'au moins 26 ans.
- organisation de stages de 5 mois (en général) de réinsertion en alternance (SRA) pour cette même catégorie de demandeur d'emploi (demandeurs de plus de 26 ans de longue, voire de très longue durée).
- possibilité de bénéficier pendant un an d'exonérations à 50 % des cotisations patronales pour toute embauche d'un demandeur d'emploi de longue durée à l'issue d'un stage et sur un contrat d'au moins six mois. Ceci est valable jusqu'au 1er octobre 1988.

## 3) Stages : emploi ou inactivité.

Rappelons pour terminer la façon de classer en théorie et en pratique les bénéficiaires de ces différentes mesures : tous les titulaires d'un contrat de travail (contrats d'adaptation ou de qualification, contrats d'apprentissage, embauches à l'issue d'un stage ou d'une formation, contrats de réinsertion en alternance) sont considérés normalement comme ayant un emploi. Les bénéficiaires de formules intermédiaires (SIVP, TUC, PIL) sont conventionnellement rattachés à l'emploi; comme ils sont en grande majorité omis de nos sources d'actualisation pour les estimations d'emploi (enquête du Ministère du Travail, statistiques UNEDIC ou URSSAF), ils sont donc réinclus pour leur plus grande part dans ces estimations. Enfin, les formules, comme les dispositions en faveur des jeunes sortant de scolarité ou les stages pour chômeurs de longue durée, dont les nouveaux SRA, sont considérées comme maintenant leurs bénéficiaires en formation ou les faisant passer du chômage à l'inactivité.

**. Des prévisions de chômage pour la fin de l'année 1987  
et le premier semestre 1988**

L'évolution prévisible de l'emploi total durant l'année 1987 (- 50.000 en glissement annuel) et celle des ressources en main d'oeuvre (+ 188.000 en glissement annuel) devraient entraîner, d'après la relation économétrique usuelle, qui prend en compte une certaine flexion des taux d'activité (diverses catégories de la population, en particulier les femmes et les jeunes, seraient découragées de se porter sur le marché du travail lorsque la situation de celui-ci leur paraît défavorable), une augmentation du nombre des demandes d'emploi en fin de mois de l'ordre de 180.000 sur l'année. Le fait, que ce nombre de demandes d'emploi en fin de mois ne soit pas plus élevé aujourd'hui qu'à la fin de 1986 illustre combien l'impact des mesures prises - le dispositif d'orientation des jeunes et les stages pour chômeurs de longue durée - conditionne toute prévision du chômage.

D'ici la fin de l'année 1987, l'évolution du nombre de demandes d'emploi en fin de mois est encore incertaine. En effet, la poursuite du dispositif en faveur des chômeurs de longue durée devrait permettre au chômage des plus de vingt-cinq ans de rester stable. Mais le niveau de chômage des moins de vingt-cinq ans est plus difficile à prévoir : il pourrait être inférieur à son niveau actuel si les mesures en faveur des jeunes continuent d'agir, ou rester stable voire augmenter si ces mesures ont atteint le maximum de leur efficacité à la rentrée scolaire.

Sans pouvoir en aucune façon prévoir la tendance d'évolution des demandes d'emploi en fin de mois au cours du premier semestre 1988, on peut cependant penser aujourd'hui qu'il subsiste de nombreux éléments tendant vers une reprise du chômage au cours de l'année. En effet les dispositifs actuels, en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée, sont de durées variables mais limitées. De plus la croissance des ressources en main d'oeuvre se poursuit (+ 189.000 pour l'année 1988), enfin aucune amélioration sensible de l'emploi n'est attendue.

Impression d'après documents fournis

IMPRIMERIE NATIONALE

7 677 294 P

C.P.P.A.P.520 AD EP Directeur de la publication : J.C. MILLERON,  
Directeur Général de l'INSEE.

**DANS LES  
COLLECTIONS  
DE L'INSEE**

**SERIE C  
COMPTES ET PLANIFICATION**

# **RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1986**

## **nouvelle présentation**

**LES  
COLLECTIONS  
DE L'INSEE  
SERIE C  
COMPTES  
ET PLANIFICATION  
N° 142-143**

**230 F**

**Tome 1  
LE RAPPORT :**

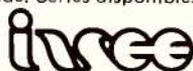
Document de synthèse sur la situation économique en 1986, telle que permettent de l'apprécier les comptes nationaux.

**Tome 2  
COMPTES ET INDICATEURS ÉCONOMI-  
QUES :**

Document de base regroupant par thème :

- ▶ les comptes nationaux
- ▶ les indicateurs macroéconomiques essentiels
- ▶ les tableaux de synthèse (tableaux économiques d'ensemble, tableaux d'opérations financières, tableaux d'entrées sorties)
- ▶ les notes méthodologiques et lexiques.

Les comptes nationaux sont présentés en base 1980. Cette nouvelle base conduit à une révision de données de longue période. Séries disponibles : 1977-1986.



Institut National de la Statistique  
et des Études Économiques

**BON DE COMMANDE** à retourner au

CNGP INSEE BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Veillez m'adresser \_\_\_\_\_ exemplaire(s) de

**"RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1986"**

paru dans les collections de l'INSEE Série C n 142-143 au prix de 230 F.

Nom ou raison sociale: \_\_\_\_\_

Activité: \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ci-joint en règlement, la somme de \_\_\_\_\_ F par:  chèque bancaire  mandat  
 chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.



D 77

# Branchez-vous sur l'Insee



PARU DANS :  
**TELEMATIQUE**  
magazine

N° 13 - 09/87 ■ 57

**36 15  
+ INSEE**

**EN DIRECT  
24 h/24**

- *Les indices.*
- *L'actualité économique.*
- *Le catalogue.*
- *Les derniers ouvrages parus.*
- *Les informations sur les services régionaux.*

■ INSEE\*\*\*

36-15 + INSEE

Un service très complet qui permet de retrouver rapidement le dernier indice pour les prix et la construction avec le mot clé DER. Pour les hommes de marketing et les économistes, il est enfin possible de retrouver en dehors des heures de bureau l'indice du coût de la main-d'œuvre, de la production industrielle, du taux du salaire horaire, des prix à la production. L'INSEE propose aussi une rubrique sur l'actualité économique de grande fraîcheur (pour une interrogation le 24 juillet, l'information est datée du 23. Pourvu que ça dure !) Vous y trouverez aussi les adresses des observatoires régionaux et la tarification 1987 du fichier SIRENE (pour ceux qui ont besoin d'acheter des adresses d'entreprises).

DITIONS FRANC... SIRENE\*\*\*

36-15 + IN

ce... nible

**insee**

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

**INSEE-BIBC**



30000089609

# INFORMATION, CONSULTATION, VENTE :

## OBSERVATOIRES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE L'INSEE

**AJACCIO** (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :  
1, résidence du Parc Belvédère, BP 306 - 20176 AJACCIO CEDEX. - Tél. : 95.21.25.80.

**AMIENS** (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :  
2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 AMIENS CEDEX. - Tél. : indices courants 22.91.91.91; autres informations 22.91.31.87.

**BESANÇON** (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) :  
Immeuble "Le Major", 83, rue de Dole, 25012 BESANÇON CEDEX. - Tél. : indices courants 81.52.03.33; autres informations 81.52.42.20.

**BORDEAUX** (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :  
33, rue Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX. - Tél. : indices courants 56.91.84.90; autres informations 56.91.89.90.

**CAEN** (BASSE NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) :  
93-95, rue de Geôle, 14037 CAEN CEDEX. - Tél. : 31.85.33.11.

**CLERMONT-FERRAND** (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) :  
3, place Charles de Gaulle 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. - Tél. : indices courants 73.36.79.90; autres informations 73.36.03.50.

**DIJON** (BOURGOGNE : Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :  
Immeuble "Mercure", 13 avenue Albert 1<sup>er</sup>, 21035 DIJON CEDEX. - Tél. : indices courants 80.45.28.34; autres informations 80.43.31.45.

**LILLE** (NORD - PAS-DE-CALAIS : Nord, Pas-de-Calais) :  
12, boulevard Vauban, 59800 LILLE. - Tél. : 20.30.89.87.

**LIMOGES** (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) :  
50, avenue Garibaldi, BP 1533, 87031 LIMOGES CEDEX. - Tél. : Principaux indices : 55.32.99.09; autres informations : 55.79.26.25.

**LYON** (RHÔNE ALPES : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie) :  
165, rue Garibaldi, BP 3196, 69401 LYON CEDEX 3. - Tél. : indices courants 78.63.22.01; autres informations 78.63.22.02, 03.

**MARSEILLE** (PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) :  
17, rue Menpenti, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale), 37-39, bd Vincent-Delpuech, 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs) - Tél. : indices courants 91.78.01.95; autres informations 91.83.00.22.

**MONTPELLIER** (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :  
274, allée Henri-II-de-Montmorency, "Le Polygone", 34064 MONTPELLIER CEDEX. - Tél. : indices courants 67.64.31.95; autres informations 67.64.31.95

**NANCY** (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) :  
15, rue du Général-Hulot, 54029 NANCY CEDEX. - Tél. : indices courants : 83.27.21.21; autres informations : 83.27.03.27.

**NANTES** (PAYS DE LA LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) :  
5, boulevard Louis-Barthou, 44037 NANTES CEDEX. - Tél. : indices courants 40.89.36.20; autres informations 40.89.36.02.

**ORLÉANS** (CENTRE : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) :  
43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 ORLÉANS CEDEX. - Tél. : indices courants 36.68.18.28; autres informations 38.53.71.08.

**PARIS** (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) :  
OEP, Tour "Gamma A", 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12. - Tél. : indices courants (1) 43.45.70.75; réévaluation et indexation (1) 43.45.72.31; autres informations (1) 43.45.73.74.

**POITIERS** (POITOU-CHARENTES : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne) :  
3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS. - Tél. : indices courants 49.88.38.70; autres informations 49.88.38.71.

**REIMS** (CHAMPAGNE-ARDENNE : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne) :  
1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX. - Tél. : 26.88.24.12.

**RENNES** (BRETAGNE : Côte-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) :  
Immeuble "Le Colbert", 36, place du Colombier, BP 17, 35031 RENNES CEDEX. - Tél. : indices 99.35.15.00; autres informations : 99.30.91.90.

**ROUEN** (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :  
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX. - Tél. : indices courants 35.98.41.10; autres informations : 35.98.43.50.

**SAINT-DENIS** (RÉUNION) :  
rue de l'École, 97490 SAINTE-CLOTILDE. - Tél. : 19.262.29.52.70.

**STRASBOURG** (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :  
14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX. - Tél. : indices courants 88.22.43.53; autres informations 88.32.03.18.

**TOULOUSE** (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :  
36, rue des 36-Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX. - Tél. : indices courants 61.25-42-67; autres informations 61.25.21.36.

## AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

**BASSE-TERRE** (INSEE - Service régional de Guadeloupe) :  
Chemin du Petit-Paris, BP 96, 97102 BASSE-TERRE. - Tél. : 19.590.81.17.86.

**CAYENNE** (INSEE - Service régional de Guyane) :  
81, rue Christophe-Colomb, BP 757, 97305 CAYENNE CEDEX. - Tél. : 19.594.31.12.79 et 31.45.87.

**FORT-DE-FRANCE** (INSEE - Service régional de Martinique) :  
Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, BP 605, 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. - Tél. : 19.596.61.60.88.

**POINTE-A-PITRE** (INSEE - Service interrégional Antilles-Guyane) :  
BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. - Tél. : 19.590.83.42.20.

## ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

**BULLETIN D'ABONNEMENT** à retourner à l'Observatoire économique de votre région.

### VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

Économie et statistique \_\_\_\_\_  
Bulletin mensuel de statistique \_\_\_\_\_  
Tendances de la conjoncture \_\_\_\_\_  
Note de conjoncture de l'INSEE \_\_\_\_\_  
Informations rapides \_\_\_\_\_  
Annales d'économie et de statistique \_\_\_\_\_  
Courrier des statistiques \_\_\_\_\_  
Bloc-notes de l'OEPE \_\_\_\_\_  
Bulletin bibliographique \_\_\_\_\_

### VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

Série C. \_\_\_\_\_  
Série D. \_\_\_\_\_  
Série E. \_\_\_\_\_  
Série M. \_\_\_\_\_  
Série R. \_\_\_\_\_  
36 volumes (toutes séries) \_\_\_\_\_

### MONTANT A RÉGLER : \_\_\_\_\_ F

Ci-joint en règlement : mandat  chèque bancaire  chèque postal  au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

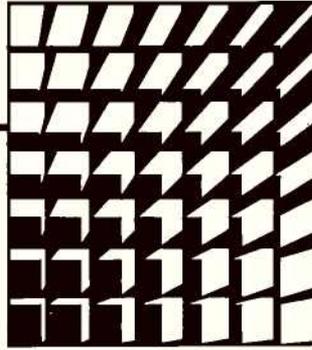
Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_

Profession ou activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues : OUI - NON (rayez la mention inutile). Pour les ventes au numéro, consulter l'Observatoire Économique de votre région.





## LE DISPOSITIF INSEE D'INFORMATION CONJONCTURELLE

### INFORMATIONS RAPIDES

Ces notes, pratiquement quotidiennes (environ 300 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global ; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an : France 1180 F, étranger 1440 F.

### TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1.200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :
  - **cahier 1** : tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries.
  - **cahier 2** : en 600 séries, celles-ci toutes trimestrielles ; d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.
- Trois suppléments :
  - **chiffres du mois** : les nouveaux chiffres parus au cours du mois écoulé, pour actualiser les 1200 séries des cahiers 1 et 2.
  - **graphiques du mois** : présentent pour les cinq dernières années une vingtaine d'indicateurs mensuels essentiels.
  - **notes de conjoncture** : chaque année, trois notes de synthèse détaillées et deux points conjoncturels, pour suivre la situation et les perspectives à court terme de l'économie française.

Abonnement 1 an : France 500 F, étranger 630 F.

### NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

(disjointe de l'abonnement à TENDANCES) :

Abonnement aux seules notes de conjoncture (voir ci-dessus) :  
France 130 F, étranger 160 F.

**insee**

institut national de la statistique et des études économiques